

# APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES BURKINA FASO

CYCLE DE  
PROGRAMME HUMANITAIRE  
2020

PUBLIÉ EN MAI 2020



# À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

*Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.*

## PHOTO DE COUVERTURE

### BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO.

*Une jeune fille déplacée au site de Barsalogho, au nord du pays. Photo: OCHA/Giles Clarke*

## Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de rejoindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

[www.unocha.org/bfa](http://www.unocha.org/bfa)

[twitter.com/ROWCA](https://twitter.com/ROWCA)

## Humanitarian RESPONSE

La réponse humanitaire est destinée à être le site Web central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

[humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso](http://humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso)



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

[www.hum-insight.com](http://www.hum-insight.com)



Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

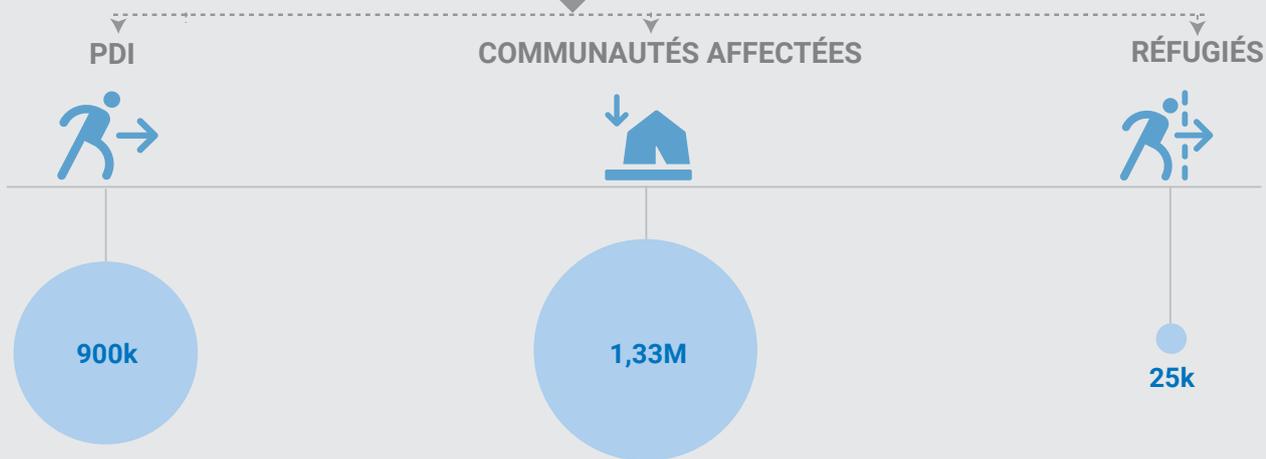
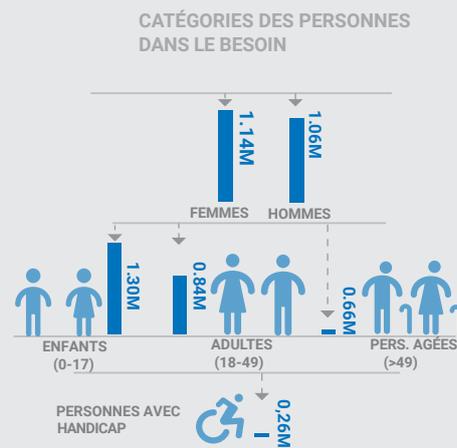
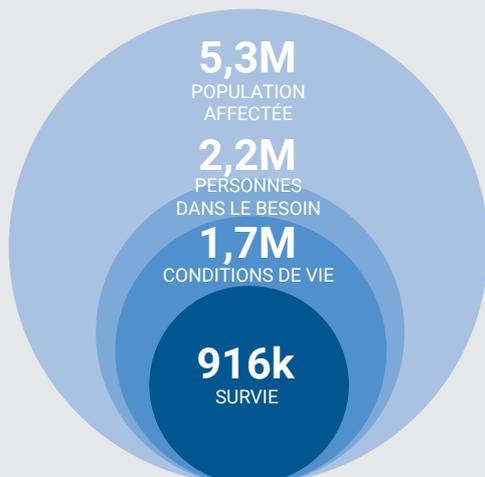
[fts.org/appeals/2020](http://fts.org/appeals/2020)

# Table des matières

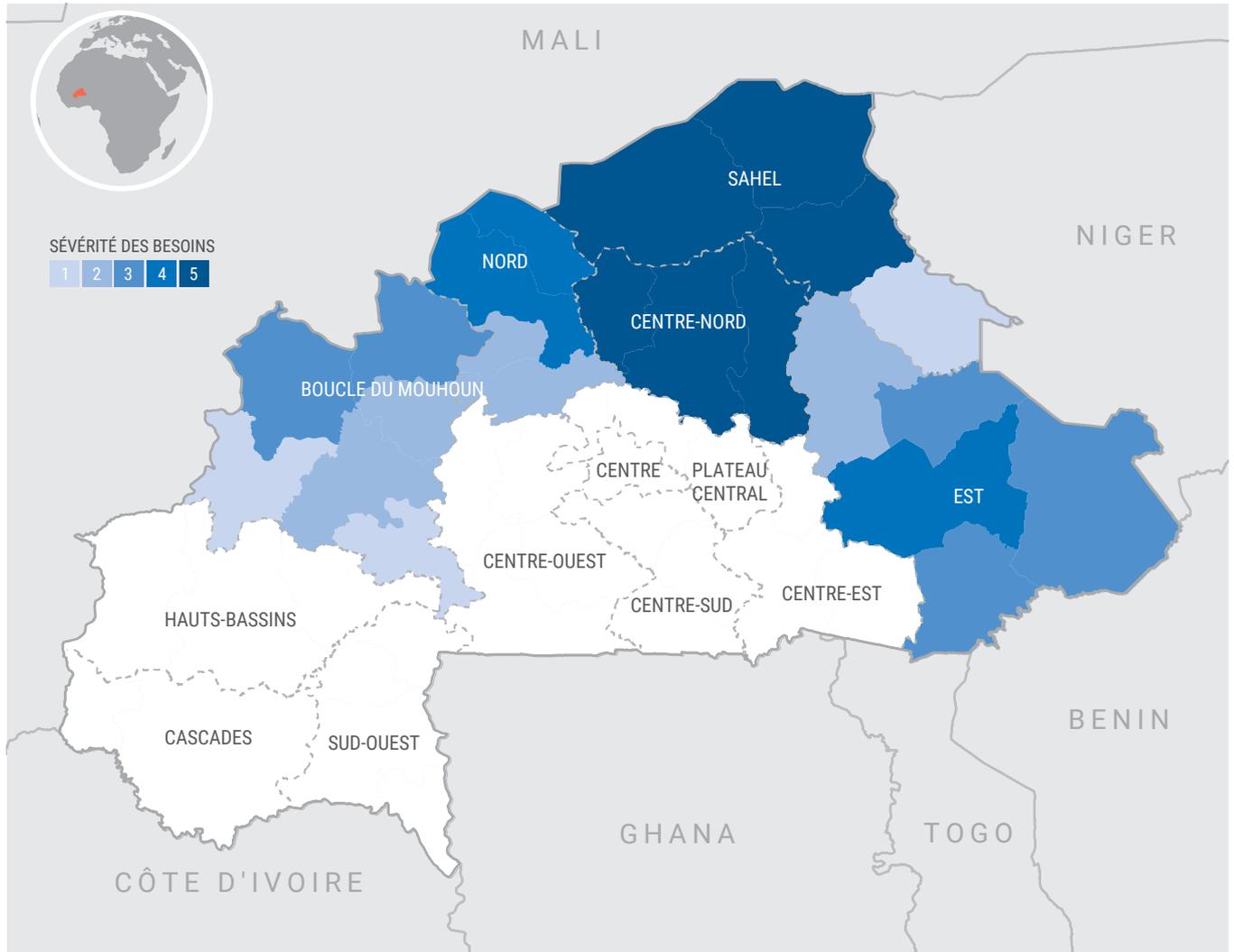
---

04	<b>Résumé des besoins humanitaires</b>	33	<b>Partie 3 : Analyse sectorielle</b>
11	<b>Partie 1 : Impact de la crise et conséquences humanitaires</b>		Santé
	Contexte de la crise		Abris / AME
	Impact de la crise		Éducation
	Portée de l'analyse		Sécurité alimentaire
	Conséquences humanitaires		Nutrition
	Sévérité des besoins		Protection
	Nombre de personnes dans le besoin		Protection de l'Enfance
	Synthèse des conséquences humanitaires		Violences basées sur le Genre (VBG)
28	<b>Partie 2 : Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins</b>	50	<b>Partie 4 : Annexes</b>
	Analyse des risques		Sources des données
	Calendrier des événements		Méthodologie
	Évolution prévue des besoins		Lacunes et limitations des informations
	Suivi de la situation et des besoins		Acronymes
			Notes finales

# RESUMÉ DES BESOINS HUMANITAIRES



# Carte de sévérité intersectorielle



## Besoins humanitaires

POPULATION AFFECTÉE

5,3M

PERSONNES DANS LE BESOIN

2,2M

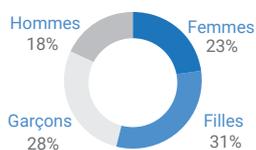
BESOINS DE SURVIE

0,9M

### Besoins par conséquences humanitaire



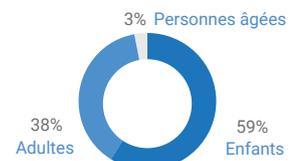
### Besoins humanitaires selon le sexe



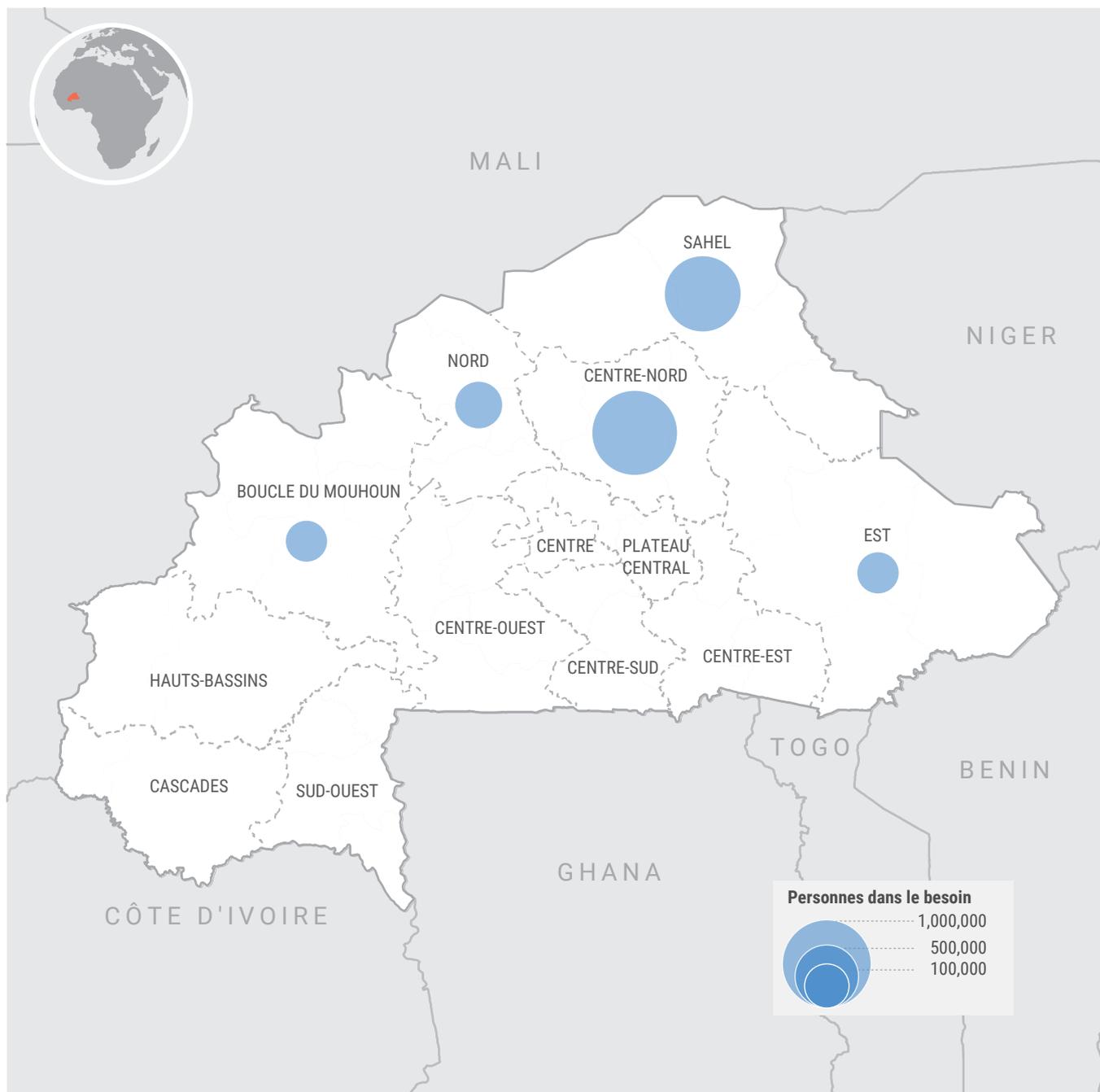
### Besoins humanitaires par catégorie



### Besoins humanitaires selon l'âge



# Carte générale



Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

## BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO

Une jeune fille déplacée au site de Barsalogo, au nord du pays.

Photo: OCHA/Giles Clarke



# Résumé des conséquences humanitaires

## Problèmes critiques liés à la survie

PERSONNES DANS LE BESOIN

0.9M

FEMMES

51%

ENFANTS

46%

HANDICAPÉS

1,3%

PROBLÈMES CRITIQUES	PERSONNES DANS LE BESOIN	GROUPE LES PLUS VULNÉRABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Les personnes déplacées internes n'ont pas un accès adéquat aux services sociaux de base et à la protection	389k	Les personnes déplacées internes notamment, les femmes, les filles, les garçons et les enfants de moins de 5 ans et plus précisément les enfants non accompagnés /séparés, les enfants EAFGA, les survivant(e)s de violences/VBG, les personnes en situation de handicap et les malades chroniques (diabète, Hypertension artérielle, Asthme, VIH, ...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déplacement de population avec perte d'actifs, de biens productifs</li> <li>Abandon des personnes vivant avec un handicap dans les localités en insécurité</li> <li>Déplacement forcé, perte de repères et séparation familiale</li> <li>Flux commerciaux entravés et marchés non fonctionnels enregistrant fréquemment des ruptures de stocks et hausses des prix</li> <li>Pauvreté et adoption conséquente de stratégies de survie négatives</li> <li>Fermetures des écoles et formations sanitaires dans les localités affectées par les violences</li> <li>Faible accès et accès non sécurisé à l'eau potable et aux latrines et accès non adapté aux personnes à mobilité réduite</li> <li>Manque d'accessibilité aux structures sanitaires fonctionnelles</li> <li>Faible disponibilité et pertinence des services des soins pour les personnes vulnérables</li> <li>Ruptures des stocks en médicaments et équipements médicotecniques</li> <li>Pratiques d'alimentation maternelle et infantile inadaptées</li> <li>Assistance alimentaire insuffisante et forte pression sur les moyens d'existence</li> <li>Violences et criminalité</li> <li>Manque de mécanismes de protection communautaire et non-adaptation aux besoins spécifiques des personnes handicapées</li> <li>Risques d'engagement dans des activités risquées ou illégales (enrôlement dans les GA, travail dangereux ou criminel etc.)</li> <li>Insalubrité des lieux de déplacement</li> <li>Insécurité alimentaire</li> <li>Déscolarisation, chômage et désœuvrement de la jeunesse</li> <li>Violences communautaires et méfiance mutuelle</li> </ul>
Les personnes restées dans les localités en proie à l'insécurité et les communautés accueillant les PDI ont perdu leur accès aux services sociaux de base	530k	Les populations vulnérables, Les personnes pratiquant l'agriculture/ l'élevage, les femmes, les filles, les enfants dans les localités avec des sites d'orpaillages et dans les localités d'accueil des PDI	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inaccessibilité aux structures sanitaires qui sont non fonctionnelles</li> <li>Fermetures des écoles dans les localités concernées par les violences</li> <li>Flux commerciaux entravés et marchés non fonctionnels enregistrant fréquemment des ruptures de stocks et hausses des prix</li> <li>Manque de moyens financiers des ménages</li> <li>Grève continue du personnel dans la santé publique</li> <li>Attaques contre les structures et le personnel de santé</li> <li>Faible accès et accès non adapté à l'eau potable et aux latrines</li> <li>Insécurité alimentaire</li> <li>Violences et criminalité</li> <li>Risques d'engagement dans des activités risquées ou illégales (enrôlement dans les GA, travail dangereux ou criminel etc.)</li> <li>Pratiques néfastes, inégalités de genre et stigmatisation</li> </ul>

## Problèmes critiques liés aux conditions de vie

PERSONNES DANS LE BESOIN

2.2M

FEMMES

51%

ENFANTS

46%

HANDICAPÉS

1,3%

PROBLÈMES CRITIQUES	PERSONNES DANS LE BESOIN	GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Les PDI, en particulier dans les communautés d'accueil, vivent dans des conditions sanitaires et d'habitation en dessous de standards Sphère sans protection adaptée à leur extrême vulnérabilité	486k	Les PDI femmes, les filles, les garçons et les enfants de moins de 5 ans et ceux vivant avec un handicap et plus particulièrement celles vivant dans les régions du Sahel, de Centre-Nord, Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fuite du personnel médical et attaques récurrentes contre le personnel et les formations sanitaires déjà fragile avant la crise</li> <li>Déplacements forcés et pertes des biens essentiels conséquentes</li> <li>Non-respect du caractère civil des sites de déplacés et insécurité à leurs abords</li> <li>Faible niveau d'accès aux services de protection des PDI sur les sites et dans les communautés d'accueil</li> <li>Défaillance dans la fourniture des services de base aux PDI, en particulier en EHA et abris / AME</li> <li>Difficultés d'accès aux PDI dans les localités aux PDI</li> <li>Manque de services de gestion de l'espace et des communautés dans les sites et lieux de concentration de PDI</li> </ul>
Les filles et les garçons ont un accès à l'éducation limité à cause de l'insécurité leur créant de nombreux risques de protection	544k	Les filles et les garçons déplacés internes, les enfants vivant avec un handicap et ceux dont les parents vivent dans l'extrême-pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Attaques contre le personnel et les infrastructures scolaires</li> <li>Violences, fermetures des écoles, fuite et non redéploiement des professeurs</li> <li>Déficit de capacités humaines, pédagogiques et matérielles des écoles</li> <li>Précarité des parents et des communautés</li> <li>Croyances et pratiques socioculturelles discriminatoires à l'égard des filles et des enfants handicapés</li> <li>Difficulté de mettre en œuvre les programmes classiques dans les zones où l'éducation « occidentale » est interdite par les groupes armés</li> <li>Le manque de capacités pour dispenser des cours adaptés aux contextes d'insécurité</li> <li>Les limitations d'accès dans les zones touchées à cause des opérations militaires et des menaces directes des groupes armés</li> </ul>
Les personnes dans le besoin vivent sans accès sécurisé et équitable à une source d'eau améliorée et/ou à des infrastructures d'assainissement hygiéniques, favorisant ainsi la propagation des maladies hydriques et le risque épidémique	1,9M	Les personnes déplacées, les communautés d'accueil et les personnes restées dans les localités affectées par l'insécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déficit structurel de la couverture des services de santé, en eau et assainissement, aggravé par la crise</li> <li>Fuite du personnel médical laissant derrière les formations sanitaires fermées</li> <li>Attaques récurrentes contre le personnel et les formations sanitaires déjà fragile avant la crise.</li> <li>Attaques et menaces contre le personnel soignant et les formations sanitaires dans les zones affectées.</li> <li>Faible couverture des systèmes d'alerte, détection précoce pour la surveillance épidémique</li> <li>Destruction des points d'eaux existants</li> <li>Suppression sur les ouvrages existants</li> <li>Eloignement et non-accessibilité des points d'eaux créant des risques pour les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap</li> <li>Pauvreté et faible pouvoir d'achat pour prioriser l'eau potable et les soins de santé</li> <li>Manque quantitatif de latrine et qualitatif en termes de séparation hommes/femmes et d'accessibilité aux personnes en situation de handicap</li> <li>Faible connaissance des pratiques d'hygiène minimales</li> </ul>

PROBLEMES CRITIQUES	PERSONNES DANS LE BESOIN	GROUPES LES PLUS VULNERABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Les personnes dans le besoin adoptent des stratégies d'adaptation négatives pour pallier le manque de nourriture et d'argent	<b>1,5M</b>	Les personnes déplacées, les communautés d'accueil et les personnes restées dans les localités affectées par l'insécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés liées à l'approvisionnement des marchés, sujets aux ruptures de stock et souvent non accessibles aux ménages financièrement ou pour des raisons de sécurité</li> <li>• Réduction des opportunités de revenus du fait de la crise</li> <li>• Chômage, faible alphabétisation et marché de l'emploi non adapté</li> <li>• Déstructuration des mécanismes de solidarité traditionnels à cause des tensions nées du conflit</li> <li>• Réduction des espaces et des capacités dédiées à l'agriculture et à l'élevage</li> </ul>

**RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO/**

*Des femmes et des enfants devant un puits au nord du Burkina Faso. Photo: OCHA/Giles Clarke*



## Partie 1

# Impact de la crise et conséquences humanitaires

### **BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Ces deux jeunes garçons étaient bergers et s'occupaient de leur bétail avant de fuir les violences et trouver refuge sur le site de déplacés de Barsalogho. Photo: UNICEF/Hadrien Bonnaud*



## 1.1

# Contexte de la crise

**Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à la présence des groupes armés avec des incidents sécuritaires répétitifs. Depuis février 2017, les premiers déplacés internes du fait de l'insécurité ont été enregistrés, d'abord dans les provinces du Soum et du Loroum. Toutes les régions sont désormais affectées par les déplacements. 5 régions sont particulièrement plus affectées et sont l'objet de la présente analyse des besoins. En plus de cette situation, le pays connaît toujours des pics d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, principalement dans les cinq (05) régions affectées par l'insécurité. Toutes ces situations ont un fort impact, sur le contexte politique qui sera marqué par des élections présidentielle et législative en 2020. Le contexte économique reste difficile et l'environnement de chômage plus caractérisé chez les jeunes malgré tous les efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires.**

## Politique

Après une longue période de stabilité politique et de croissance économique, le pays a connu une transition politique mouvementée<sup>1</sup> en 2014 et 2015, et fait face de nos jours à des défis sécuritaires. Le pays a fait d'énormes progrès en matière de gouvernance, et figurait en 2016 parmi les dix pays africains en tête du classement de Transparency International sur la perception de la corruption.

À l'instar des autres pays de la sous-région, le Burkina Faso connaît un contexte sécuritaire de plus en plus difficile. Longtemps préservé de l'insécurité qui prévaut dans la sous-région, le pays est entré dans un cycle d'attaques armées et complexes de plus en plus fréquentes depuis 2016. En décembre 2018, l'état d'urgence a été décrété dans plusieurs provinces tandis qu'en janvier 2019 les ministres de la défense et de la sécurité ont été remplacés à la suite d'un remaniement ministériel. Depuis février 2019, le Président du Faso, assure la présidence tournante du G5 Sahel.<sup>2</sup>

2020 est au Burkina Faso une année électorale qui présente de très grands enjeux en matière de sauvegarde de la paix et de la stabilité. En effet, la reconfiguration de l'environnement politique national, la création de nouvelles formations politiques, la reprise des activités de tous les partis politiques ont conduit à une crispation du contexte politique obligeant le Président du Faso à engager un dialogue politique au mois de juillet 2019. Ce dialogue a porté sur plusieurs questions d'intérêt national avec en bonne place la question des élections de 2020-2021 et notamment le vote des Burkinabè de l'extérieur et des personnes déplacées internes.

La fragilisation du tissu social qui avait conduit à la création du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale, est toujours en l'état et est complexifié par une insécurité croissante, ajouté aux risques de tensions intercommunautaires.

## Economique

Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde, classé 183e sur 188 pays selon l'indice de développement humain des Nations Unies (2016). Près de 40 % des 20 millions de Burkinabè vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour) selon la banque mondiale. Le taux de chômage est élevé, surtout chez les jeunes. Selon l'Analyse Economique des Ménages (HEA) réalisée fin 2017 dans la

zone de centre Nord, la population est composée de 29% de ménage très pauvres, 59% de ménages pauvres, 10% de ménages dits « moyens » et 2% de ménage nantis.<sup>3</sup> En 2019, les allocations budgétaires en faveur de la défense nationale et de la sécurité ont connu une augmentation conséquente passant à 209,73 milliards de F CFA. Comparativement aux allocations de 2018 pour la défense et pour la sécurité, sont quant à elles passées de 57,54 milliards de F CFA en 2016 à 72,01 milliards en 2018, soit un taux de croissance annuel de 12,28% et en 2019 l'allocation a atteint 95,70 milliards de F CFA.<sup>4</sup> Ces différentes augmentations appelées « efforts de guerre » se font aux détriments du budget national alloué aux dépenses sociales. Tous les ministères à l'exception de ceux de la Sécurité et de la Défense ont connu des réductions énormes. Du fait du contexte d'insécurité ambiante, le secteur du tourisme récepteur a connu une baisse de 5,6% en 2017<sup>5</sup> même si le tourisme intérieur a pris de la proportion.

Les deux principaux moyens de subsistance des populations de la région, l'agriculture et l'élevage, sont vulnérables au changement climatique, aux catastrophes récurrentes et à la dégradation des ressources naturelles. Les rivalités entre agriculteurs et éleveurs en matière d'accès aux terres, à l'eau et aux pâturages sont bien souvent source de conflits intercommunautaires.<sup>6</sup> Avec la crise sécuritaire et la grande circulation des armes dans les zones de transhumance, ces rivalités sont de plus en plus violentes avec comme conséquences une réduction des espaces de pâturages, des chemins de transhumance et des espaces cultivables.

Les marchés agricoles sont globalement bien approvisionnés en céréales. Les prix de toutes les céréales ont connu des baisses comparativement à 2018 et à la moyenne quinquennale dans toutes les régions. Dans les zones dites inaccessibles, le fonctionnement des marchés est au ralenti, voire à l'arrêt, notamment dans la majorité des communes des provinces du Soum, de l'Oudalan et du Sanmatenga. Les marchés à bétail subissent les impacts de la situation sécuritaire, notamment dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre-Nord. Dans les autres régions, l'offre des animaux a connu une hausse au cours du mois d'août comparativement au mois précédent. La demande a été faible du fait de la rareté des acheteurs étrangers. Les prix sont en légère hausse pour toutes les espèces, comparativement à la moyenne quinquennale, excepté le prix du bœuf sur les marchés des



#### KAYA, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO

Dans une école de la ville de Kaya, au nord du Burkina Faso.

Photo: OCHA/Giles Clarke

régions du Centre-Est, du Sud-Ouest et du Centre-Nord.<sup>7</sup>

#### Démographique

En 2020, la population du Burkina Faso sera estimée à 21 968 200 selon les projections de l'INSD. Cette population extrêmement jeune augmente de 3,1% par an. Bien que le nombre moyen d'enfants par femme tendit à baisser en 2006 (Date du dernier RGPH), le chiffre de 6,1 enfants par femme reste l'un des plus élevés parmi les pays du Sahel et même dans le monde. Plus de 60 % de la population burkinabè a moins de 25 ans. En effet, selon les données de l'EMC 2014, 42,3% des personnes actives ont moins de 30 ans. Cette population reste une main d'œuvre très peu instruite avec 75,3% des actifs sans niveau d'éducation. Le manque d'instruction des actifs est plus préoccupant en milieu rural (86,6%) qu'en milieu urbain (43,2%).<sup>8</sup>

Le chômage demeure un phénomène plus urbain (7,1%) que rural (6,4%). L'analyse du taux de chômage selon l'âge révèle que le chômage frappe les plus jeunes (8,6% des jeunes de 15-24 ans) et diminue avec l'âge. Le taux de chômage des personnes de 15-24 ans est 3 fois plus élevé chez les jeunes filles que chez les jeunes garçons.<sup>9</sup> Selon les données du RGPH 2006, 1,2% de la population vit avec un handicap. Cette proportion reste plus élevée chez les populations vivant en milieu rural (1,3%) et sur le plan national, 1,1% de femmes vivent avec un handicap.

#### Socioculturels

Le Burkina Faso est un pays qui compte plus d'une soixantaine de langues parlées, cependant trois (03) langues ont le statut de langues nationales : le mooré, le dioula et le ffulfudé. Le mooré reste la langue

la plus parlée avec au moins 53 % de la population. Il est suivi par le dioula (8,8 %) qui est un dérivé du bambara et le ffulfudé ou ffulfoudé (6,6 %). Concernant les pratiques religieuses, il faut noter qu'il se pratique plusieurs religions au Burkina Faso. Lors du dernier recensement général de la population et de l'habitation au Burkina Faso en 2006, les musulmans représentaient 60,5 % de la population, contre 23,2 % pour les chrétiens (dont 19 % de catholiques et 4,2 % de protestants), 15,3 % pour les animistes, 0,6 % pour les autres religions et 0,4 % pour les « sans religion ».

Contrairement à l'enseignement qui a bénéficié d'efforts substantiels pour son expansion, l'alphabétisation a bénéficié de très peu de ressources et enregistre l'un des taux les plus bas en Afrique subsaharienne et même dans le monde. L'alphabétisation au Burkina Faso est essentiellement masculine et ne touche que 34,5% de la population totale,<sup>10</sup> nettement en dessous du taux enregistré en Afrique subsaharienne (59%). La pratique très répandue est l'enseignement des langues nationales (mooré, dioula et ffulfulde). En 2015, le taux d'alphabétisation des hommes (44%) était nettement plus élevé que celui des femmes (26%) soit un écart de 18 points.

#### Cadres juridiques et politiques existants

Le Burkina Faso a ratifié plusieurs conventions relatives à la promotion et à la protection des droits humains. Le gouvernement a adopté en mai 2018 184 recommandations sur un total de 212 recommandations reçues dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU). Le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations est inscrit parmi les indicateurs de suivi du PNDES 2016-2020. Le Burkina Faso est un des

pays membre du Conseil de Droits Humains pour la période 2019-2021. La loi 032-2003/AN relative à la sécurité intérieure est celle qui constitue un des fondements du dispositif de la sécurité au Burkina Faso. Elle définit le champ de la sécurité intérieure et en fixe les principes généraux. Cependant, l'arsenal juridique dans ce contexte de défis sécurité a connu une forte mutation. La loi n° 060-2009/AN du 17 décembre 2009 portant répression d'actes de terrorisme au Burkina Faso a été modifiée en 2015 (n°084-2015/CNT du 17 décembre 2015) et encadre la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. En plus de cette loi, plusieurs autres lois portant sur la lutte antiterroriste ont été adoptées. Cette loi a pour impact la réduction des capacités pour accéder aux populations dans le besoin car la loi dispose une interdiction formelle à tous nationaux d'avoir des contacts formels ou informels avec des membres des groupes armés. Le Burkina Faso face aux attaques répétées des groupes armés a adopté une loi de programmation militaire (Loi N°055-2017/AN portant loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022). Cette loi vise à accroître les capacités opérationnelles de l'armée burkinabè et au mois de juin 2019, le Chef de l'Etat a lancé les travaux pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité. La loi 044-2019/AN adoptée le 1er août 2019 pour amender le Code Pénal et qui criminalise l'utilisation de certaines informations publiques qui pourront être considérées comme des motifs de démoralisation a été combattue par l'opposition et des organisations de la société civile. Le Burkina Faso fait partie des pays africains qui ont signé la Convention de Kampala sur la Protection et l'Assistance des Personnes Déplacées Internes (PDI) en Afrique, connue sous le nom de Convention de Kampala a été adoptée en 2009.

### Infrastructure

Si l'année 2018 a connu plusieurs incidents liés aux engins explosifs réduisant la mobilité de plusieurs partenaires, l'année 2019 a été une année particulière en termes d'attaques visant les infrastructures notamment les ponts. Selon les informations collectées par OCHA, au moins 5 ponts dans la région Sahel, principalement dans la province du Soum ont été la cible d'attaques qui les ont partiellement, ou totalement endommagés.

Plusieurs autres ponts dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre Nord et de l'Est ont été endommagés par les eaux de pluies, sans être réparés. Cela réduit les capacités d'accès des acteurs humanitaires aux populations dans le besoin. Plusieurs chantiers engagés par le gouvernement dans les zones impactées par la crise sécuritaire ont été mis à l'arrêt par les entreprises qui manquent de capacités à assurer une sécurité de leurs opérations de construction.

### Environnement

Le Burkina Faso est de plus en plus exposé aux effets des changements climatiques mondiaux. A ce jour, le pays occupe la 22e place sur 234 pays,<sup>11</sup> dans le classement selon l'Indice de vulnérabilité environnementale. Cependant, d'après l'étude menée en 2007 sur les effets à long terme du changement climatique sur le pays, les précipitations devraient diminuer de près de 3,4 % d'ici 2025 et de 7,3 % d'ici 2050. La variabilité météorologique devrait également s'accroître avec le temps. L'écosystème du Burkina Faso est fortement sensible aux catastrophes naturelles, comme le rappelle le Global Climate Risk Index 2017.

Au cours de la campagne agricole 2017/2018, les problèmes phytosanitaires ont été marqués surtout par l'invasion sans précédente de la chenille légionnaire d'automne (*Spodoptera frugiperda*) dans toutes les 13 régions du pays avec plus de 58 324 hectares de cultures affectées. Les régions des Cascades, du Sud-Ouest et du Centre-Ouest ont été les plus durement touchées avec respectivement 14 845, 14 096 et 8 388 hectares endommagés.<sup>12</sup> Le début de la campagne agricole 2018-2019 a été également marquée par des infestations de la chenille légionnaire d'automne. Les premières infestations ont été signalées dans les régions des Cascades, du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest.

### Sécurité / risques humains

Les attaques perpétrées par les groupes armés<sup>13</sup> au Burkina Faso se sont multipliées depuis le début de 2016, et une nouvelle aggravation en la deuxième moitié de l'année 2019. Dans une déclaration au Conseil de sécurité des Nations Unies en octobre 2017, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Alpha Barry, a affirmé que, depuis le début de 2016, le Burkina Faso avait subi 80 attaques menées par des groupes armés, qui avaient fait 133 morts.<sup>14</sup> De janvier à octobre 2019, plus de 800 incidents sécuritaires ont été rapportés, qui ont fait plusieurs centaines de morts et de blessés, donc la plupart sont des civils. La détérioration de la situation sécuritaire et l'insuffisante réponse des Forces de Défense et Sécurité (FDS) sur l'ensemble du territoire national ont occasionné l'émergence d'initiatives locales de sécurité, dans certains cas à caractère ethnique. Le cas le plus illustratif est le développement des groupes d'auto-défense communément appelés « Koglwéogo » dans les régions du Centre, du Nord et de l'Est du pays. Au regard de l'insécurité dans les régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord et de l'Est, la prolifération de ces initiatives locales de sécurité pourrait se traduire par une augmentation de la violence et la probabilité de violations de droits.

Dans les régions frontalières du Burkina avec le Mali et le Niger, les défaillances de gouvernance et la capacité limitée de l'État à fournir des services sociaux de base, assurer la sécurité et lutter contre la criminalité organisée mettent à mal sa légitimité. Tous ces facteurs contribuent à exacerber un sentiment de marginalisation et d'injustice ressenti par les plus vulnérables et permettent aux groupes extrémistes de gagner du terrain.<sup>15</sup>

### Technologique / Capacité-Communications

De 1998 à 2007, la proportion des ménages possédant une radio et celle des ménages possédant une télévision ont connu une croissance continue. Mais l'enquête EICVM de 2009 a révélé une baisse de 26,5 points pour la possession des radios et de 1,6 point pour la possession des télévisions. S'agissant de la radio, cette régression pourrait s'expliquer par l'avancée des TIC. En effet, en 2017, 91,8% de la population ont eu accès à ces technologies.<sup>16</sup> Cet indicateur a augmenté d'environ 13,5 points sur la période 2015-2017. Cette croissance résulte des efforts fournis par l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) dans le contrôle des services offerts par les compagnies de téléphonie. Elle est aussi la résultante des efforts fournis par ces compagnies de téléphonie pour accroître le taux de couverture, la qualité des services et la réduction du coût de la communication.



**BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Une mère prépare à manger au site pour personnes déplacées de Barsalogo, au nord du Burkina Faso.*

*Photo: OCHA/Giles Clarke*

## 1.2

# Impact de la crise

**La fermeture des formations sanitaires, des écoles et des marchés, les déplacements de populations, le faible accès aux services d'Eau, Hygiène et Assainissement sont entre autres des impacts visibles de la crise sécuritaire et humanitaire que vit le Burkina Faso.**

La situation sécuritaire dans la bande du Sahel qui est constituée des régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et de l'Est a créé des besoins humanitaires sans précédent dans ces zones. Depuis 2015, cette situation a exacerbé les vulnérabilités existantes des populations habitant ces régions. Au cours de l'année 2017, il a été recensé 94 incidents sécuritaires avec 5 420 personnes déplacées enregistrées. Ces chiffres ont été multipliés par 2 pour les incidents sécuritaires (183 incidents) et par 7 pour le nombre de personnes déplacées (47 000 PDI) sur la période janvier à décembre 2018. En 2019, seulement au mois d'octobre 2019, il a été recensé plus de 800 incidents sécuritaires et plus de 486 000 personnes déplacées internes ont été enregistrées. Avant la clôture de l'année scolaire 2018-2019, plus de 2000 écoles avaient cessé de fonctionner du fait de l'insécurité, privant plus 300 000 élèves de leur droit à une éducation de qualité. 6% des formations sanitaires

(69) avaient cessé de fonctionner et 6,2% (71 formations sanitaires) fonctionnaient à minima au mois de septembre 2019, ce qui a encore exacerbé le déficit d'accès aux services sociaux. Ces chiffres ne cessent pas d'augmenter, jusqu'en fin Octobre 2019, on note 7.4% des formations fermées et 8.16% fonctionnant à minima sur un total de 1140 formations sanitaires dans les cinq régions considérées prioritaires. Ce contexte sanitaire auquel il faut ajouter la grève des agents de santé du secteur public qui a sévit de juin à novembre 2019, la fuite des agents de santé suite aux attaques directs sur le système de santé et le personnel soignant qui ont été kidnappés à plusieurs reprises et une vague de psychose grandissante parmi le personnel soignant affecte plus de 1.2 million des personnes qui n'ont pas non plus accès à des services d'eau et d'assainissement et nécessitent une intervention urgente. De plus dans les communes d'accueil, les ouvrages existants sont insuffisants exposant ainsi les populations déplacées et les communautés hôtes. Leur surutilisation par les populations déplacées et populations d'accueil ne permet pas un service adéquat, augmente le risque de maladies hydriques et épidémiques évitables, et aggrave les conditions sanitaires pour ceux qui ont été suivis pour des maladies chroniques comme le

VIH, le diabète dont le traitement a été interrompu. La situation sécuritaire continue à se dégrader dans un contexte où la situation pluviométrique n'a par ailleurs pas été à la hauteur des attentes en 2019, et où plusieurs localités n'ont pas pu réaliser une bonne campagne agricole. On estime<sup>17</sup> que plus de 1,2 millions personnes seraient en crise alimentaire et plus de 587 000 personnes souffrent de malnutrition aiguë dont environ 133,000 enfants de moins de 5 ans qui souffrent de malnutrition aiguë sévère et plus de 800 000 personnes qui souffrent directement des conséquences de l'insécurité. Les conflits et tensions communautaires liées à la transhumance et à la compétition pour les ressources naturelles peuvent être regroupés en deux catégories qui souvent se chevauchent : (i) des tensions entre les transhumants eux-mêmes se traduisant par les conflits autour des points d'eau et des pâturages ; (ii) des tensions entre transhumants et communautés locales notamment les agriculteurs pour les espaces de pâturage et à cause des dégâts dans les champs de ces derniers. A titre illustratif, au premier semestre 2017, l'on a enregistré 318 conflits<sup>18</sup> ayant entraîné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels et financiers importants. Par ailleurs, cette situation pourrait entraîner des tensions entre les personnes déplacées internes et les populations d'accueil. De plus, ce contexte est également marqué par la survenue annuelle d'inondations, de vents violents, et d'exposition persistante aux épidémies et aux invasions d'insectes qui s'attaquent aux cultures.

L'accès dans plusieurs localités de 5 régions (Sahel, Est, Centre-Nord, Nord et Boucle du Mouhoun) est volatile et on estime à environ 5,8 millions de personnes soit 28% de la population celles qui seront affectées par la crise en 2020.

### **Une réponse sécuritaire qui se met en place dans un contexte d'une montée en puissance des groupes armés associée à des violations flagrantes des droits humains.**

Les relations entre l'Etat et les populations demeurent difficiles dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord. Cette situation s'explique entre autres par la faible présence de l'administration publique. En effet, la faible couverture de l'administration limite l'offre de services publics tels que l'éducation, la santé, l'énergie, l'état civil, la sécurité, la justice, etc. Cette situation, couplée à la persistance de la corruption et la dégradation de la situation sécuritaire, renforce le sentiment d'abandon que les populations de ces régions ont vis-à-vis de l'Etat. Ce qui a pour conséquence la faible participation des populations à la gestion du développement local. Jadis un havre de paix dans lequel les différentes communautés vivaient en harmonie, le Burkina Faso est confronté de nos jours à la récurrence des attaques dont la nature reflète une montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Cette radicalisation se manifeste par des prêches extrémistes, l'endoctrinement des jeunes, le rejet de certaines valeurs culturelles perçues comme venant de l'extérieur et la remise en cause de l'ordre traditionnel et social. Elle trouve un terreau fertile dans l'ignorance, le chômage des jeunes et la paupérisation des populations. En dépit des efforts du Gouvernement et de ses partenaires au développement, les jeunes en particulier seraient désenchantés par l'organisation socio-politique en place, du fait qu'ils n'aient pas accès au pouvoir politique, aux opportunités économiques et ne se retrouvent pas

dans la gestion des affaires religieuses. La situation sécuritaire s'est notamment fortement dégradée dans les zones frontalières, des espaces où se cristallisent des menaces pour la sécurité et la paix au Burkina Faso. La porosité des frontières, la prolifération des armes, l'extrémisme religieux, le trafic de drogues dures, la contrebande, les conflits non résolus dans la sous-région, la présence de groupes armés et de réseaux criminels dans ces zones n'ont fait qu'amplifier la fragilité et le risque d'effondrement de l'Etat.

### **Une structure de cohésion sociale en permanente fragilité et des vulnérabilités structurelles en constante cristallisation localisées dans les zones impactées par l'insécurité.**

#### **Impact sur les personnes**

En octobre 2019, l'insécurité grandissante affectait plus de 800.000 personnes.<sup>19</sup> L'impact conjugué et grandissant des incidents sécuritaires a entraîné une augmentation fulgurante du nombre de personnes déplacées aux cours des derniers mois. Du 1er janvier 2019 au 2 octobre 2019, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a augmenté de 934%,<sup>20</sup> passant de 87 000 PDI à 486 000 PDI, entraînant des besoins humanitaires sans précédent pour ces derniers et pour les communautés hôtes déjà vulnérables avant les conflits. Les zones de départ et d'accueil connaissent en outre avant la crise les plus faibles taux de scolarisation, d'enregistrement des naissances et des pratiques culturelles contraires aux principes de protection (inégalité de genre, mutilations génitales féminines (MGF), mariage d'enfant, violence et exploitation des enfants, etc.). Les récentes évaluations de la situation des enfants dans 24 communes principalement dans la région du Sahel, Centre Nord et la Boucle de Mouhoun, indiquent que 57% des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance, ce qui les expose au risque de devenir apatrides et empêche leur accès aux services essentiels.

Une fragilité du système de santé, avec les fermetures et un fonctionnement minimal affecte plus de 1 million des personnes dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et de l'Est qui se trouvent privées des services de santé. Cette situation augmente la vulnérabilité des femmes en âge de procréation surtout les femmes enceintes qui accouchent dans des conditions parfois non hygiéniques et difficiles entre les mains des personnels non qualifiés ; les enfants n'ont plus accès au service de vaccination et les malades chroniques ont une interruption de leur traitement comme pour les personnes vivants avec le VIH, le diabète, l'hypertension et on note une augmentation des grossesses non désirées parmi les personnes qui ont été victimes de violence sexuelle. Dans les localités concernées par les violences, les principaux moyens de subsistance, restent l'agriculture et l'élevage. Cependant, selon le rapport de suivi de l'évolution à mi-parcours de la campagne agropastorale 2019/2020 et des perspectives alimentaires de septembre 2019, la situation se présente comme ci-dessous :

- Non tenue de la campagne agro-pastorale dans certaines localités complètement vidées de leurs habitants du fait de l'insécurité ;
- Absence d'un suivi technique de la campagne agricole dans les provinces de l'Oudalan et du Soum ;
- Stades phénologiques des cultures, jugés en retard par rapport à la

campagne écoluée ;

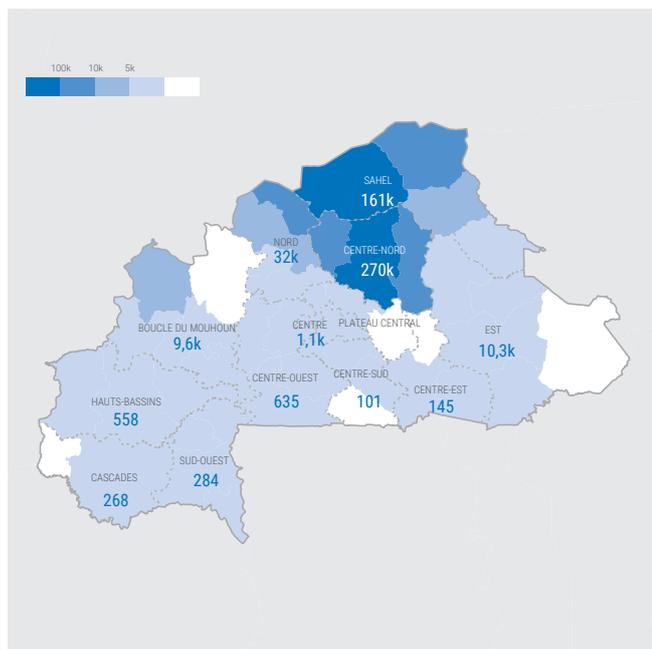
- Attaques localisées des cultures céréalières par la chenille légionnaire d'automne (CLA) ;
- Perturbation des mouvements des animaux de la cadre de la transhumance dans les régions du Sahel et du Centre-Nord
- L'offre en bovins a baissé de -8% et -47% respectivement sur les marchés de Dori et Gorom Gorom. Pour les petits ruminants, l'offre en ovins est en baisse de -21%, -19% et -11% respectivement sur les marchés de Djibo, Gorom Gorom et Kaya. L'offre des caprins a aussi baissé de -5%, -28% et -47% respectivement sur les marchés de Dori, Gorom et Kaya.
- Ces baisses globales enregistrées sur les différentes espèces sont de -42%, -37%, et -52% respectivement au niveau des bovins, caprins et ovins sur les marchés du Sahel, et entre -28% et -37,5% sur les ovins et caprins par rapport la même période de l'année précédente sur les marchés de l'Est.

Cette pression sur les moyens de subsistance, a un impact négatif sur le mode de vie des personnes déplacées, les communautés d'accueil et les autres personnes affectées par la crise. Quelques indicateurs, tels que le nombre d'incident de sécurité survenus depuis le début de l'année ainsi que la situation des écoles et des formations sanitaires fermées, permettent de déterminer les zones géographiques les plus affectées regroupant les populations les plus affectées. Il s'agit entre autres du **Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Nord.**

### Impact sur les systèmes et les services

L'insécurité a affecté profondément le fonctionnement des services sociaux de base en limitant leur accès notamment aux populations

## Personnes Déplacées Internes (PDI)



les plus vulnérables (femmes, enfants, personnes en situation de handicap, personnes âgées ainsi que des réfugiés).

D'après les estimations et les données disponibles à ce stade (octobre 2019), de l'ordre de 91% des PDI (soit 442.000) sur un total de 486.000, vivent dans les communautés d'accueil,<sup>21</sup> 8% (42.000 PDI) dans des écoles (dont le transfert est prévu dans des espaces d'accueil) et près de 1% (4.500 personnes) dans deux sites officiellement reconnus à ce stade (Barsalogho et Foubé). Selon les enquêtes de profilage réalisées en 2018 et 2019, environ 80 % des PDI vivent dans des conditions de logement très précaires et peu d'efforts d'organisation de la vie en communauté, en termes de gouvernance, coordination des activités d'assistance ou planification de l'espace dans les zones de concentration de déplacés ne sont consentis. En outre, même si la majorité des solutions d'hébergement ont été négociées et convenues au niveau communautaire, la grande pression exercée sur les communautés hôtes et le manque de ressources des déplacés rendent certains arrangements non durables sur le moyen et long terme.

De plus, il est important de noter qu'au cours de l'année scolaire 2018-2019, au moins 2.024 écoles ont été contraintes à fermer du fait de l'insécurité, ce qui affectait directement plus de 330.000 élèves et 9.000 enseignants<sup>22</sup> directement affectés par cette situation. Il est devenu difficile, voire impossible de mettre en œuvre les programmes classiques dans les zones où l'éducation « occidentale » est interdite par les groupes armés. Les populations et les acteurs éprouvent des difficultés à accéder à plusieurs localités touchées par l'insécurité à cause des opérations militaires et des menaces directes des groupes armés.

Aussi, convient-il de noter que les disparités de genre persistent beaucoup plus dans l'accès au secondaire où l'indice de parité des sexes du TBS est de 0,70 malgré les mesures en cours. Dans le domaine de la qualité de l'éducation, le système éducatif enregistre toujours de fortes déperditions avec des taux d'abandon et de redoublement toujours élevés, des taux d'achèvement et de succès aux examens toujours faibles, même s'ils sont en hausse continue. En ce qui concerne le taux d'achèvement par exemple, on a enregistré en 2017/2018 des taux de 63% au primaire, 40,6% au post-primaire et 14,8% au secondaire, ce qui signifie qu'entre 40 et 80% des enfants n'achèvent pas l'éducation de base et l'enseignement secondaire. Les taux d'achèvement des filles au primaire et au post-primaire sont supérieurs à ceux des garçons, mais pas au secondaire.

Le système de santé, déjà faible et peu performant dans certaines zones, est fortement ébranlé par la situation d'insécurité et une crise humanitaire sans précédent. La situation sanitaire est marquée par la réduction de l'offre de soins due à la fermeture et le fonctionnement partiel de certaines formations sanitaires, la désertion des agents de santé dans les régions concernées et la faible disponibilité des produits de santé (médicament essentiels) et du matériel médicotechnique pour servir la population. L'offre de soins est limitée et restreinte par rapport à la demande de soins compte-tenu des conditions de vie des populations dans les régions fortement affectées par la crise. En fin Octobre 2019, 7,4% des formations

étaient fermées et 8.16% fonctionnant à minima sur un total de 1140 formations sanitaires dans les cinq régions prioritaires, une situation qui affectait plus de 1 million des personnes dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et de l'Est.<sup>23</sup>

L'accès aux services d'eau et d'assainissement, déjà limité dans les zones affectées par la crise a été exacerbé par les mouvements de populations. On note une diminution moyenne de 11% de l'accès à l'eau potable dans les communes accueillant la majorité des déplacés ce qui affecte 849 634 personnes, la diminution étant bien plus marquée dans les villes les plus affectées. Le prix des intrants nécessaires à l'opération et la maintenance des infrastructures (pièces détachées et carburant principalement) a augmenté. Dans certaines zones l'approvisionnement en carburant est impossible et ne permet pas le fonctionnement des réseaux d'adduction d'eau potable conduisant les populations à utiliser des sources d'eau non améliorées (puits traditionnels, eau de barrage). De plus, la surexploitation des infrastructures fonctionnelles augmente le taux de panne et risque d'exacerber les tensions au sein des communautés. Enfin, les conditions précaires d'assainissement (insuffisance de latrines, accès limité aux produits d'hygiène) des populations affectées par la crise sont un facteur aggravant pour les risques épidémiques.

### Impact sur l'accès humanitaire

L'insécurité et les violences grandissantes continuent d'entraver l'accès aux populations dans le besoin et limitent les capacités de

celles-ci à accéder aux services sociaux de base, notamment dans les régions du Sahel et Centre-Nord du Burkina Faso. Selon les analyses du groupe de travail sur l'accès, du début de l'année au mois de septembre 2019, au moins 800 incidents sécuritaires incluant près de 40 contraintes d'accès humanitaire ont été rapportés. Parmi ces contraintes, 50 % sont liées à des interférences ou restriction sur la liberté de mouvement des biens ou acteurs humanitaires et 38 % sont attribuables aux violences contre le personnel, les biens et infrastructures humanitaires. A ces contraintes, s'ajoutent les opérations militaires et l'environnement physique qui entravent l'accès humanitaire.

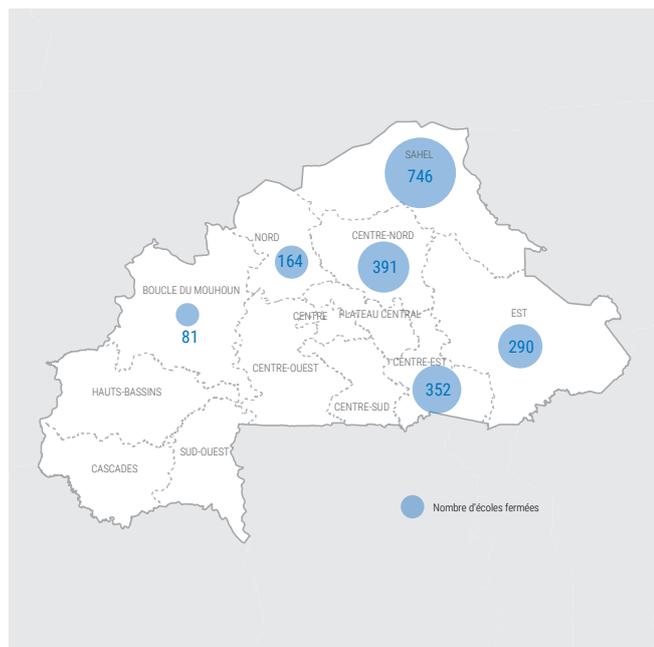
La capacité des acteurs humanitaires à atteindre les communautés affectées et des communautés dans le besoin à accéder à l'assistance est restreinte par de multiples facteurs dont essentiellement l'insécurité, les contraintes administratives et les procédures sécuritaires sur les mouvements des personnels et la conduite des activités humanitaires. Depuis le 1er janvier 2019, 7 régions et 14 provinces ont été placées en état d'urgence par le gouvernement qui a induit dans les régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Sahel et de l'Est des prises de mesures administratives de restriction de mouvement pour certains types de véhicules. Au cours des 9 premiers mois de l'année 2019, on a assisté à un accroissement des attaques visant directement les acteurs humanitaires principalement dans la province du Soum. On peut dénombrer au moins 6 attaques qui ont causé l'enlèvement de plus de 10 travailleurs humanitaires et le détournement de plusieurs véhicules. A ce jour 4 travailleurs humanitaires sont toujours en captivité.

Les attaques sur le système de santé marqué par des attaques sur le transport des malades compliquent le bon fonctionnement du système de référencement des malades. Les ambulances ont été brûlées ou retirées par les groupes armés et d'autres retirées de la circulation à cause de leurs vétustés entravant l'accès déjà restreint par la fermeture des structure sanitaires, manque des médicaments et matériels medicotechniques et fuite du personnel médical laissant les populations affectées dans une situation critique de non accès aux soins de santé au sein d'un système de santé déjà fragile.

Cette situation a contraint les acteurs à réduire leur mouvement dans plusieurs localités et à travailler avec les organisations locales et à développer d'autres approches communautaires dans les zones difficiles d'accès. La réduction de l'espace humanitaire due à :

- Amalgame entre les acteurs en présence pouvant causer préjudice aux acteurs humanitaires
- Méconnaissance des principes humanitaires
- Acceptance/Perception négative de l'action humanitaire assimilée à un soutien à l'une des parties/communautés impliquée dans le conflit
- Menaces, agressions, kidnappings et assassinats d'humanitaires
- Dégredation/destruction des voies routières

### Ecoles fermées par région



# 1.3 Portée de l'analyse

De l'analyse de l'impact de la crise sur l'ensemble du territoire, il ressort que plusieurs régions sont fortement affectées par le contexte sécuritaire et que quelques régions ont des besoins humanitaires criants. Dans le cadre de l'analyse des besoins humanitaires sur la période pour 2020, la communauté humanitaire s'est accordée pour travailler en synergie avec les acteurs du développement et de coexistence pacifique au sein des communautés. Cette jonction est un accord national, permettant de focaliser la réponse nationale sur les besoins humanitaires cruciaux tout en facilitant dans les activités le lien entre humanitaire et développement.

Afin de préciser les zones de convergences humanitaires, plusieurs facteurs ont été

mis en présence pour identifier les zones géographiques qui concentrent le plus grand nombre de vulnérabilités. Ces facteurs qui se focalisent essentiellement sur la crise sécuritaire en cours au Burkina Faso, sont à cinq (05) niveaux :

1. Le niveau d'insécurité (incidents sécuritaires) en lien avec la présence des groupes armés ;
2. La présence de personnes déplacées internes, de réfugiés, de demandeurs d'asile et de retournés ;
3. La faiblesse ou l'absence des institutions et services administratifs étatiques ;
4. La faiblesse, l'interruption ou l'absence des services sociaux de base (Santé, éducation, Eau, assainissement et hygiène (EHA), etc.) ;
5. La faiblesse ou la dégradation du niveau d'accessibilité aux localités.

Sur la base des cinq éléments ci-dessus, il ressort des analyses géographiques que cinq (05) régions prioritaires se dégagent. Il s'agit du :

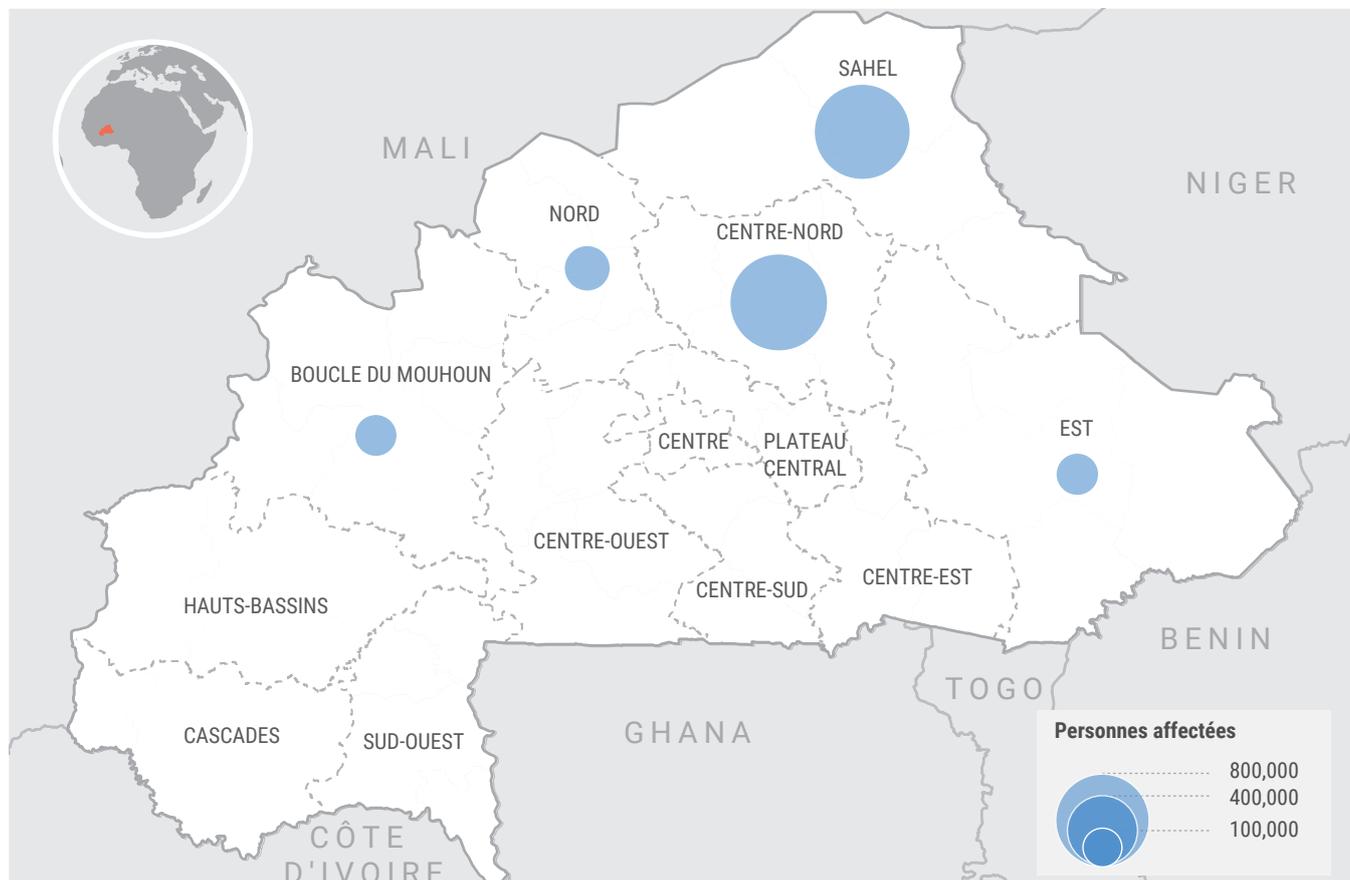
- Sahel ;
- Est ;
- Centre-Nord ;

- Nord ;
- Boucle du Mouhoun.

Dans ces cinq (05) régions prioritaires, pour renforcer le ciblage axé sur les vulnérabilités les plus cruciales, les équipes intersectorielles ont porté un regard sur les personnes qui souffrent du manque ou de la faiblesse de l'offre de services sociaux de bases dans les régions prioritaires. Ces personnes appelées groupe de personnes plus vulnérables sont constituées des :

- Personnes déplacées internes
- Communautés hôtes
- Communautés affectées directement par l'insécurité
- Personnes avec des besoins spécifiques

Plusieurs autres localités restent affectées par la crise actuelle dans une moindre mesure, la communauté humanitaire va continuer le suivi du contexte pour ajuster sa réponse en temps opportun. Ce suivi va se concentrer principalement sur la région du Centre-Est qui présente une situation d'écoles fermées assez importante du fait de la présence des groupes armés.





**FOUBÉ, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

Site de déplacés de Foubé, au nord du Burkina Faso.

Photo: OCHA/Otto Bakano

1.4

## Conséquences humanitaires

**Le Burkina Faso est confronté aux conséquences de la violence, de la persistance de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Cinq (05) des treize régions du pays sont particulièrement touchées et la situation humanitaire est en constance dégradation depuis 2017 avec un pic constaté au cours de la seconde moitié de 2019. Au total, 2,2 millions de personnes font face à des besoins cruciaux créés par la dégradation de leurs conditions de vie et parmi elles plus de 918.000 personnes présentent un besoin de services lié à leur survie.**

### Des chocs de plus en plus violents

Portant le regard sur le nombre d'incidents sécuritaires revendiqués par les groupes armés et le nombre d'opérations militaires entre janvier et octobre 2019, on se rend compte que la violence et subséquemment les déplacements sont des chocs qui marquent les populations dans les cinq régions prioritaires.

Au moins 500 incidents sécuritaires et autres opérations militaires, faisant plusieurs centaines de morts civils ont poussé près de 500 000 personnes qui étaient déjà dans une vulnérabilité structurelle, à fuir leurs localités, soit pour prévenir une violence ou suite à une violence qui a ciblé leurs communautés. L'utilisation des engins explosifs sur des routes empruntées par des transports en commun, les attaques visant des communautés, etc. ont créé des conséquences humanitaires au Burkina Faso.

Ces déplacements réguliers dus aux événements violents se font dans un contexte où les situations nutritionnelles et de sécurité alimentaire sont très alarmantes. Elles sont devenues chroniques et les solutions

structurelles peinent à y être trouvées.

### 1. Caractéristiques de vulnérabilité des personnes

- Déplacés (internes + réfugiés)
- Communautés hôtes
- Communautés affectées dans les zones inaccessibles ou touchées par les violences

### 2. Sous-groupes les plus vulnérables

- Enfants de moins de 5 ans
- Enfants non-vaccinés
- Enfants malnutris
- Femmes enceintes et allaitantes
- Personnes à risque ou victimes de VBG
- Personnes âgées sans appui
- Personnes en situation de handicap sans appui
- Personnes sans abris

- Ménages très pauvres
- Personnes avec maladies chroniques

### 3. Problèmes communs liés au Bien-être physique et mental

En analysant les problèmes critiques des groupes les plus vulnérables on constate :

- Une situation épidémiologique qui reste précaire et qui est aggravée par plusieurs facteurs structurels préexistants à la crise y inclus une faible surveillance épidémiologique entravée par les mouvements de grève. On constate une forte morbidité liée au paludisme, aux infections respiratoires, aux maladies diarrhéiques et un taux élevé de malnutrition plus prononcé parmi les populations affectées par la crise. Selon l'OMS, dans les populations fortement touchées par la malnutrition, en particulier celles touchées par des carences en vitamine A et qui ne bénéficient pas de soins de santé adéquats, la rougeole touche près de 3 à 6%. Chez les personnes déplacées, ce taux peut atteindre 30% des cas de rougeole.<sup>24</sup>
- La fermeture des structures sanitaires limite davantage l'accès aux services de base constituant un facteur aggravant la morbidité et la mortalité surtout parmi les groupes vulnérables (femmes enceintes et allaitantes, malades chroniques, les enfants de moins de 5 ans et les victimes de violences sexuelles qui n'ont pas accès au traitement adéquat).
- La promiscuité et vulnérabilité augmentent les risques d'épidémies (rougeole, méningite, choléra) dans un contexte où les mouvements de population continuent, aggravant ainsi le cycle de précarité avec une incidence des nouvelles épidémies comme la rougeole signalée dans des zones de déplacement. Et d'autres épidémies émergentes

à craindre.

- La rupture des traitements pour la prise en charge des maladies chroniques et une augmentation des perdus de vue parmi les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose complique la situation et ainsi augmente considérablement la morbi-mortalité.

### 4. Problèmes communs liés aux conditions de vies

- Dans beaucoup des communes la grande majorité des PDI sont accueillies dans des infrastructures communautaires (Mosquée, Ecoles, etc.) et dans des familles d'accueil. Toutefois certains hommes repartent sur les sites d'orpaillage pour essayer de maintenir leurs revenus en travaillant dans ces sites artisanaux.<sup>25</sup>
- De nombreuses communes ont accueilli un grand nombre de déplacés et, dans certains cas, plus de la moitié de la population d'origine, en particulier dans les régions du Centre-Nord et du Sahel. Cette charge supplémentaire a exacerbé la pression sur les services de base, déjà faibles, et a créé des besoins humanitaires liés aux conditions de vie.

### 5. Problèmes communs liés à la protection

- Sur beaucoup des sites des déplacés, les problèmes de protection incluent : Perte de documents civils (pièces d'identités et actes de naissance) de certains déplacés ; la vulnérabilité face au manque de sécurité légale des solutions d'hébergement; un nombre important d'enfants orphelins, de personnes âgées, de femmes seules et d'enfants malnutris Un grand nombre d'enfants séparés ou non-accompagnés ; des traumatismes liés à la séparation des familles, des pertes humaines et des biens; troubles du sommeil des enfants et des adultes caractérisés par des cris nocturnes; la séparation des familles lors des déplacements; la promiscuité y compris les faibles moyens de subsistance pourrait accroître la

## TAUX BRUT DE SCOLARISATION PAR PROVINCE

(2017 - 2018)

	Primaire			Secondaire		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
<b>NORD</b>	<b>113,6</b>	<b>111,0</b>	<b>112,3</b>	<b>21,4</b>	<b>12,1</b>	<b>16,7</b>
Loroum	99,5	94,3	97,0	11,3	4,1	7,7
Yatenga	114,8	110,9	112,9	21,8	12,3	17,0
<b>SAHEL</b>	<b>54,5</b>	<b>52,2</b>	<b>53,4</b>	<b>4,5</b>	<b>2,3</b>	<b>3,4</b>
Oudalan	48,9	43,1	46,1	3,2	1,2	2,2
Seno	53,3	53,9	53,6	6,0	3,9	4,9
Soum	63,5	60,5	62,1	5,1	2,4	3,7
Yagha	43,9	42,8	43,4	2,8	0,9	1,8
<b>Total National</b>	<b>90,6</b>	<b>90,9</b>	<b>90,7</b>	<b>20,6</b>	<b>14,5</b>	<b>17,6</b>

vulnérabilité des femmes et des adolescentes et les exposer aux violences sexuelles.<sup>26</sup>

- Protection de l'enfant : D'une manière générale, les zones touchées par la crise sont sujettes à des problèmes majeurs de protection tels que les mariages d'enfants, les MGF, les violences diverses faites aux enfants et l'exploitation dans les pires formes de travail. La situation de crise qui s'installe expose les garçons et les filles à ces pratiques.<sup>27</sup>

Des cas de violences sexuelles et traumatisme physique ont été rapportés dans les régions affectées par la crise avec une incertitude que ces personnes aient accès à une prise en charge médicale et psychologique qui reste de mauvaise qualité si disponible.

## 6. Perceptions des personnes touchées

Chez les personnes dans le besoin qu'elle soit PDI, communauté hôte ou encore personnes vulnérables restées dans les localités affectées par l'insécurité, les perceptions restent très contrastées, d'une part, on lit l'espoir chez les PDI et communautés hôtes au vu de la présence des acteurs humanitaires, d'autre part, on assiste à l'apparition d'un sentiment d'insatisfaction relatif à l'aide reçue. Et chez les communautés hôtes, s'est développé un sentiment de discrimination lié à l'inégalité de l'aide entre PDI et communautés hôtes.

De l'analyse des informations collectées dans le cadre de la ligne verte du PAM, mise à la disposition des personnes assistées, des rapports de suivi post-distribution et des échanges informels avec les acteurs terrain, les impressions ci-dessous reviennent avec insistance :

- Angoisse, peur, traumatisme, anxiété ;
- Sensation d'oubli de la part des autorités ;
- Réponse insuffisante pour faire face aux besoins ;
- Pessimisme par rapport au retour à la normale ;
- Perte de dignité (filles et femmes) en lien avec les conditions d'hygiène.

## 7. Capacités et stratégies d'adaptation des personnes

Les capacités et stratégies d'adaptation de populations dans cette situation de crise sont négatives pour certains, parmi lesquelles on peut citer le sexe de survie, les vols/pillages, les pires formes de travail des enfants, l'abandon des personnes à mobilité réduite, le mariage d'enfants pour les familles plus démunies et l'exploitation sexuelle. Cet état de fait se conjugue avec la présence des sites d'orpaillage artisanaux qui sont des lieux par excellence où les pratiques néfastes ciblent particulièrement les femmes, les filles et enfants. Ces capacités et stratégies peuvent aussi être positives pour certains groupes et se résument entre autres à la limitation des déplacements et autres mouvements, médiation par les chefs coutumiers, développement des activités génératrices de revenus (AGR), collaboration de la population avec les forces en présence.

En ce qui concerne l'éducation, on a remarqué que les curricula en usage datent des années 90 et ont fait l'objet de plusieurs tentatives de réformes dont celle sur les thèmes émergents (2006) et celle en cours sur l'Approche Pédagogique Intégratrice (API). Le curriculum actuel aborde très peu les questions d'urgence. Le dernier référentiel (PSEF, 2017-2030) fait peu cas des urgences, en termes d'actions

concrètes à prendre pour renforcer la résilience du système éducatif pendant que plusieurs régions du pays sombrent progressivement dans la crise. C'est dans ce cadre que le gouvernement a mis en place la Stratégie de Scolarisation dans les Zones à Forts Défis sécuritaires, et la mise en place du Secrétariat Technique de l'Education en Situation d'Urgence.

Dans certaines zones, l'accès à l'eau est payant et les personnes déplacées n'ayant pas de revenu ne peuvent pas se permettre d'acheter de l'eau et se tournent donc vers des sources d'eau non améliorées ce qui, conjointement avec la pratique de la défécation à l'air libre, augmente le risque de développer des maladies diarrhéiques.

## 8. Facteurs et risques liés au contexte

Les zones affectées, en proie par ailleurs aux aléas climatiques, sont caractérisées par des problèmes structurels de développement qui limitent l'accès des populations aux services sociaux les privant de leurs droits à la santé, à l'éducation, eau, assainissement et hygiène et à la protection.

Les zones de départ et d'accueil connaissent en outre avant la crise les plus faibles taux de scolarisation, d'enregistrement des naissances et des pratiques culturelles parfois contraires aux principes de protection (inégalité de genre, MGF, ME, violence et exploitation des enfants, etc.).

Enfin, les populations convergent vers des zones fragilisées par une insuffisance des ressources naturelles accroissant ainsi le risque d'exacerbation des tensions intercommunautaires pour l'accès à la terre et au pâturage.

La proximité accrue dans des familles d'accueil ou dans des espaces communs les expose à un plus grand risque aux maladies épidémiques et dans une zone connue par sa localisation dans la ceinture méningitique où vit la population affectée par la crise et dont la couverture vaccinale est faible pour la plupart des maladies évitables par la vaccination. Les populations les plus vulnérables sont fortement exposées à des risques d'abus, notamment l'enrôlement dans des groupes armés, les VBG etc. De manière générale, le manque d'intimité et l'absence de vie privée impacte fortement la dignité de ces personnes.

La cohabitation peut également engendrer des tensions avec les familles d'accueil pour le partage des maigres ressources disponibles, accentuant ainsi les problèmes de cohésion sociale.

L'absence d'alternatives amène des ménages à occuper des maisons et des bâtiments publics sans autorisations, avec le risque d'expulsion.

L'augmentation du nombre de déplacés et les potentielles relocalisations nécessiteront la mise en place d'interfaces entre PDI, communautés hôtes et services publics là où ils sont présents ainsi qu'un support technique pour la gestion coordonnée des lieux d'accueil.

Il convient aussi de continuer et renforcer la collecte et l'analyse des données sur les populations déplacées pour en évaluer régulièrement le profil, les besoins humanitaires et leur couverture, en soutien au Gouvernement du Burkina Faso.

## 1.5

# Sévérité des besoins

**La crise humanitaire que vit le Burkina Faso est sans précédent dans son histoire et jamais vécue dans la sous-région tant la dégradation est rapide et drastique. Au cours de l'année 2020, il est estimé que 2,2 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire. Cette augmentation de plus de 32% par rapport à 2019 et 57% par rapport à 2018 se justifie par la détérioration de l'environnement sécuritaire qui impacte les conditions de vies des populations affectées. La population affectée est estimée à 5,3 millions de personnes vivant principalement dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Dans les personnes dans le besoin, il y a 0,9 million de personnes qui ont des besoins urgents et sévères.**

Des 2,2 millions de personnes dans le besoin, les régions du Sahel et du Centre-Nord à elles seules concentrent 50% des personnes. Si la région du Centre-Nord a le plus grand de personnes dans le besoin, environ 840.000 personnes, force est de constater que c'est la région du Sahel qui enregistre le plus grand nombre de personnes ayant un besoin de survie (354.000 personnes). Il faut aussi noter que selon l'analyse des données du profilage (juin 2019) des personnes déplacées internes, il ressort que les déplacements se font à l'intérieur de la même région pour la majorité des personnes déplacées internes. En effet, il ressort que 99% des déplacés du Sahel, viennent du Sahel et 80% des déplacés de la région du Nord viennent du Nord et 20% viennent du Sahel. Dans le Centre Nord, 60% viennent d'autres localités y compris le Sahel.

Tout au long de 2019, on peut dire que les régions du Sahel, de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun ont stagné en termes de personnes dans le besoin. Cependant la région du Centre-Nord a connu une dégradation fulgurante depuis les événements du Yirgou en janvier 2019,<sup>28</sup> une succession d'incidents violents, des conflits intercommunautaires et intracommunautaires, la prolifération de groupes armés radicaux et des opérations militaires. Selon les données du Cadre Harmonisé de novembre 2019, 1,7 millions des personnes seront en insécurité alimentaire pour la période projetée de juin à août 2020.

Sur l'accès aux services sociaux de base, il y a une tendance à la hausse des fermetures des formations sanitaires dans les régions concernées. La population touchée par la privation d'accès aux formations sanitaires ne fait qu'augmenter. La sévérité des besoins pour la santé prend en compte le déplacement massif de la population et la disponibilité des services de soins tant dans les zones des départs et que celle d'arrivée avec un accent particulier sur leurs fonctionnalités et les attaques sur le système de santé liées au conflit. A titre illustratif lors des semaines épidémiologiques 38 et 39 il y a eu une augmentation de 29% des formations sanitaires fermées et une augmentation de 50% des personnes déplacées privées d'accès aux soins, et à la fin de la semaine épidémiologique 44 on a 7.2% des formations sanitaires fermées et 1.08 millions des personnes sans accès aux services de soins. Les régions du Sahel, Centre Nord, Boucle du Mouhoun, le Nord et l'Est étant plus touchées par la fermeture des formations de santé et les mouvements de la population.

En ce qui concerne l'éducation, les chiffres des estimations sont basés sur le nombre total des personnes affectées par les crises (déplacés internes, communautés hôtes et autres personnes affectées) fourni par

OCHA sur base des recensements du CONASUR pour les 5 régions identifiées comme prioritaires (Sahel, Nord, Centre-Nord, Boucle du Mouhoun et Est). Les personnes dans le besoin d'éducation (100% des enfants en âge scolaire/3-17 ans) représentent 43 % des personnes déplacées internes et des autres personnes affectées ainsi que 50% du nombre total des enfants déplacés internes en âge scolaire (enfants des familles hôtes les plus vulnérables). Les infrastructures EHA, en déficit structurel, sont pressurisées sur les communes de déplacement avec notamment une diminution globale de 11% de l'accès à l'eau potable dans ces communes. La pratique de la défécation à l'air libre est courante, en raison du manque d'infrastructures sanitaires et la faible connaissance des pratiques d'hygiène minimale.

## 1.6

# Personnes dans le besoin

## Méthodologie d'estimation du nombre de personnes dans le besoin (PiN)

L'estimation de la population dans le besoin pour le HNO 2020 du Burkina Faso a suivi les directives globales pour quantifier les conséquences humanitaires de la crise, s'appuyant sur les données existantes issues des dernières évaluations réalisées dans le pays et sur une compréhension approfondie du contexte pour valider les résultats. La méthodologie utilisée a fait l'objet d'un accord avec le groupe intersectoriel et a permis de tirer parti de toutes les données disponibles pour estimer le nombre de personnes dans le besoin, par conséquence humanitaire liée au bien-être physique et mental et aux conditions de vie dans chaque groupe de population et zone géographique. Le PiN final est la somme du nombre de personnes en détresse, avec des besoins humanitaires dans chaque groupe de population et zone géographique après application des indicateurs pertinents, directement liés aux conséquences humanitaires.

### Groupes de population :

Pour le calcul du PiN intersectoriel, les groupes de population suivants ont été pris en compte :

- Personnes déplacées internes enregistrées par le CONASUR

- Communautés d'accueil
- Réfugiés
- Autres communautés touchées

### Les hypothèses :

Pour calculer les PiN, nous faisons les hypothèses suivantes :

1. Les personnes ayant des problèmes affectant leur bien-être physique et mental sont également confrontées à des problèmes affectant leur niveau de vie.
2. Tous les réfugiés sont inclus dans le PiN
3. Certains indicateurs ont été convertis dans les mêmes unités de mesure de l'analyse
4. Les données de base sont basées sur la population du Burkina Faso selon les projections de l'INSD pour 2019.
5. La population non déplacée dans chaque commune a été estimée sur la base du profil des personnes déplacées réalisé par le CONASUR en octobre 2019, ce qui a permis une estimation de la population non déplacée.
6. Plusieurs évaluations et profils ont démontré la situation désastreuse d'une grande majorité des déplacés internes ; il a donc été convenu d'inclure 80% des déplacés internes dans les PiN confrontés à des conséquences humanitaires liées au bien-être

## Personnes dans le besoin par département

Millions/milliers de personnes

RÉGION	POPULATION TOTALE	POPULATION IMPACTÉE	PERSONNES DANS LE BESOIN
Boucle du Mouhoun	2,03 M	1,09 M	200 k 
Centre-Nord	1,74 M	1,17 M	838 k 
Est	1,83 M	1,04 M	199 k 
Nord	1,68 M	895 k	258 k 
Sahel	1,44 M	1,07 M	672 k 
<b>Total général</b>	<b>8,72 M</b>	<b>5,26 M</b>	<b>2,17 M</b>

physique et mental et toute la population des déplacés internes dans ceux confrontés aux conséquences liées au niveau de vie.

7. Le fardeau du déplacement sur la communauté d'accueil augmente progressivement.

#### Sélection des indicateurs :

Le choix des indicateurs a pris en compte les critères suivants:

**Pertinence :** relation claire entre l'indicateur et la conséquence humanitaire concernée. **Disponibilité/couverture des données :** l'indicateur est mesurable au niveau de la commune pour la population générale et au niveau de la commune pour les groupes de population (personnes déplacées, réfugiés, population d'accueil et personnes restant dans les localités touchées par l'insécurité). **Non-corrélation :** indicateurs indépendants qui ne sont pas connus pour être étroitement associés à un autre indicateur inclus dans l'analyse.

Les trois indicateurs suivants ont été utilisés pour quantifier les conséquences humanitaires liées au bien-être physique et mental et appliqués à la population non déplacée.

1. Nombre de décès dus à la violence pour 10.000 personnes, au cours des 3 dernières années dans chaque commune.
2. Le nombre d'événements violents (ex : Batailles, Explosions/ Violences à distance, Violence contre les civils), au cours des 3 dernières années dans chaque commune.
3. Pourcentage des populations estimées dans le cadre des phases 3 à 5 du cadre harmonisé pour chaque commune.

De même, les indicateurs suivants ont été utilisés pour quantifier les conséquences humanitaires et les conditions de vie dans chaque groupe de population et zone géographique :

1. Pourcentage de la population touchée par la fermeture des écoles en raison de l'insécurité dans chaque commune

2. Pourcentage de la population touchée par la fermeture d'établissements de santé

. Un indicateur de la charge de déplacement sur chaque commune, qui est construit sur la base du pourcentage de personnes déplacées dans la population totale pour refléter la charge causée par le déplacement sur les services de base ;

4. Pourcentage de la population n'ayant pas un accès adéquat à l'eau potable et à l'assainissement

5. Pourcentage des populations estimées dans le cadre des phases 3 à 5 du cadre harmonisé pour chaque commune. (Cet indicateur a été utilisé pour les conséquences humanitaires liées aux conditions de vie, mais aussi pour s'assurer que les conditions de vie des PiN au niveau communal incluent toujours les PiN au bien-être physique et mental).

#### Source des données utilisées :

- Données de base : INSD
- Les personnes déplacées à l'intérieur du pays : CONASUR
- Incidents violents et décès : UNDSS et ACLED
- IPC : Cadre harmonisé, juillet 2019
- Fermeture d'écoles : Ministère de l'éducation/ Secteur de l'éducation
- Fermeture d'établissements de santé : Ministère de la Santé/ Secteur de la santé
- Accès à l'eau potable et à l'assainissement : secteur WASH (sur base de INO 2018 du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement).

#### NOMBRE TOTAL DE PDI

#### TOTAL PIN SURVIE

#### PIN CONDITIONS DE VIE

8,6 k

53,1 k

191,6 k

270,5 k

297,8 k

567,2 k

10,3 k

94,0 k

188,6 k

32,0 k

116,8 k

226,4 k

160,7 k

354,3 k

511,2 k

**482,1 k**

**916,1 k**

**1,68 M**



#### RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO

*Des enfants se rassemblent sous un arbre pour suivre un cours au nord du Burkina Faso.*

*Photo: OCHA/Giles Clarke*

## 1.7

# Synthèse des conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires auxquelles il faut répondre en priorité sont celles qui sont liées au bien-être physique et mental, au niveau de vie et à la protection.

Les conséquences humanitaires liées au bien-être physique et mental sont liées au fait que quasiment 100% des personnes déplacées internes n'ont pas un accès adéquat aux services sociaux de base et à la protection et que les personnes restées dans les localités en proie à l'insécurité et les communautés accueillant les PDI ont perdu leur accès aux services sociaux de base. Les déplacements de population avec perte d'actifs, de biens productifs, l'abandon des personnes vivant avec un handicap dans les localités en insécurité, les entraves aux flux commerciaux entravés, les marchés non fonctionnels enregistrant fréquemment des ruptures de stocks, les hausses des prix, les fermetures des écoles et des formations sanitaires dans les localités affectées par les violences et le faible accès et accès non sécurisé à l'eau potable et aux latrines et accès non adapté aux personnes à mobilité réduite sont entre autres des facteurs associés aux problèmes liés au bien-être physique, mental et de protection.

Selon les données du cadre harmonisé de novembre 2019, entre juin et août 2020 plus de 1,8 millions de burkinabè seront en crise alimentaire et nutritionnelle. En tenant compte des résultats des enquêtes nutritionnelles et des facteurs aggravants tels que les déplacements des populations et l'insécurité alimentaire, le nombre total d'enfants souffrant de malnutrition aiguë (modérée et sévère) est estimé à 262 903, dont 79 490 malnutris aigus sévères (MAS) et 183 413 malnutris aigus modérés.

Des problèmes critiques ont également été identifiés, liés au manque de services sociaux de base comme les habitats, la santé, l'éducation, les services de EHA, surtout dans les zones difficiles d'accès du fait de l'insécurité et aussi dans les localités qui accueillent les personnes déplacées qui est l'un des principaux facteurs d'augmentation des besoins humanitaires. Le manque de services contribue à une baisse du niveau de vie et du bien-être général. La réponse actuelle mettra l'accent le renforcement de l'accès à tous les niveaux, sur la proactivité des acteurs humanitaires, le respect les normes de qualité, le suivi et l'adaptation continue au contexte de la crise.

## Problèmes critiques priorités liés au bien-être physique et mental

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	AVEC UN HANDICAP
<b>916k</b>	<b>900k</b>	<b>52%</b>	<b>59%</b>	<b>1,2%</b>

L'évaluation des besoins humanitaires a noté sur les 2,2 millions de personnes dans le besoin, 916 000 personnes ont un besoin de survie principalement des besoins de survie. Les priorités de réponse pour ses personnes sont l'assistance alimentaire et nutritionnelle, la protection y compris la protection de l'enfant et les violences basées sur le genre, les abris, les articles ménagers essentiels et la santé. Ces personnes dans le besoin de survie sont pour 39% dans la région du Sahel, 33% dans la région du centre nord, 13% dans la région du Nord, 10% dans la région de l'Est et 6% dans la Boucle du Mouhoun. En décembre 2019, 95 centres de santé restent fermés et 135 autres ne peuvent assurer qu'un service minimum, privant près de 1,2 millions de personnes de soins de santé. En 2020, l'effectif de la population vulnérable qui nécessiterait une assistance d'immédiate serait donc de 1 786 629 personnes, soit 8% de la population totale.

Ces personnes seraient concentrées dans les régions du Centre-Nord (33%) de l'Est (17%) et du Sahel (17%). En outre, 80 300 personnes seront en phase d'urgence d'insécurité alimentaire (Phase 4), soit en hausse de 147% par rapport à la situation courante et réparties dans les régions du Centre-Nord, du Nord, du Sahel et de l'Est. Au sein de la population des PDI, on estime à plus de 80% la proportion de personnes qui vivent une situation particulièrement critique en matière d'abris et selon les données de l'enregistrement du gouvernement, ces personnes sont logées majoritairement dans des espaces publics (écoles, églises, mosquées etc.), dans les familles d'accueil souvent appauvries, à la belle étoile et dans des logements de fortune. Dans les mêmes localités des cas de violences et des incidents de protection sont régulièrement rapportés.

## Problèmes prioritaires liés aux conditions de vie

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	AVEC UN HANDICAP
<b>1,7M</b>	<b>1,6M</b>	<b>52%</b>	<b>59%</b>	<b>1,2%</b>

Pour cet aperçu des besoins humanitaires, il est ressorti que 1,7 millions de personnes ont sont confrontées aux conséquences humanitaires liés à leur condition de vie. Il s'agit de 78% de personnes dans le besoin humanitaire en 2020. Les besoins les plus cruciaux se situent dans l'éducation, la sécurité alimentaire par les moyens de subsistance, la santé, la protection, l'accès sûr aux services d'EHA, les articles ménagers essentiels, les abris adéquats. En décembre 2019, 71% de ces personnes étaient privés totalement de services de soins de santé primaires et plus de 100% avaient un faible accès à l'eau et à l'assainissement. Les infrastructures éducatives et le personnel enseignant étant directement ciblé par les attaques des groupes armés, on a dénombré plus 1780 écoles qui étaient fermées affectant

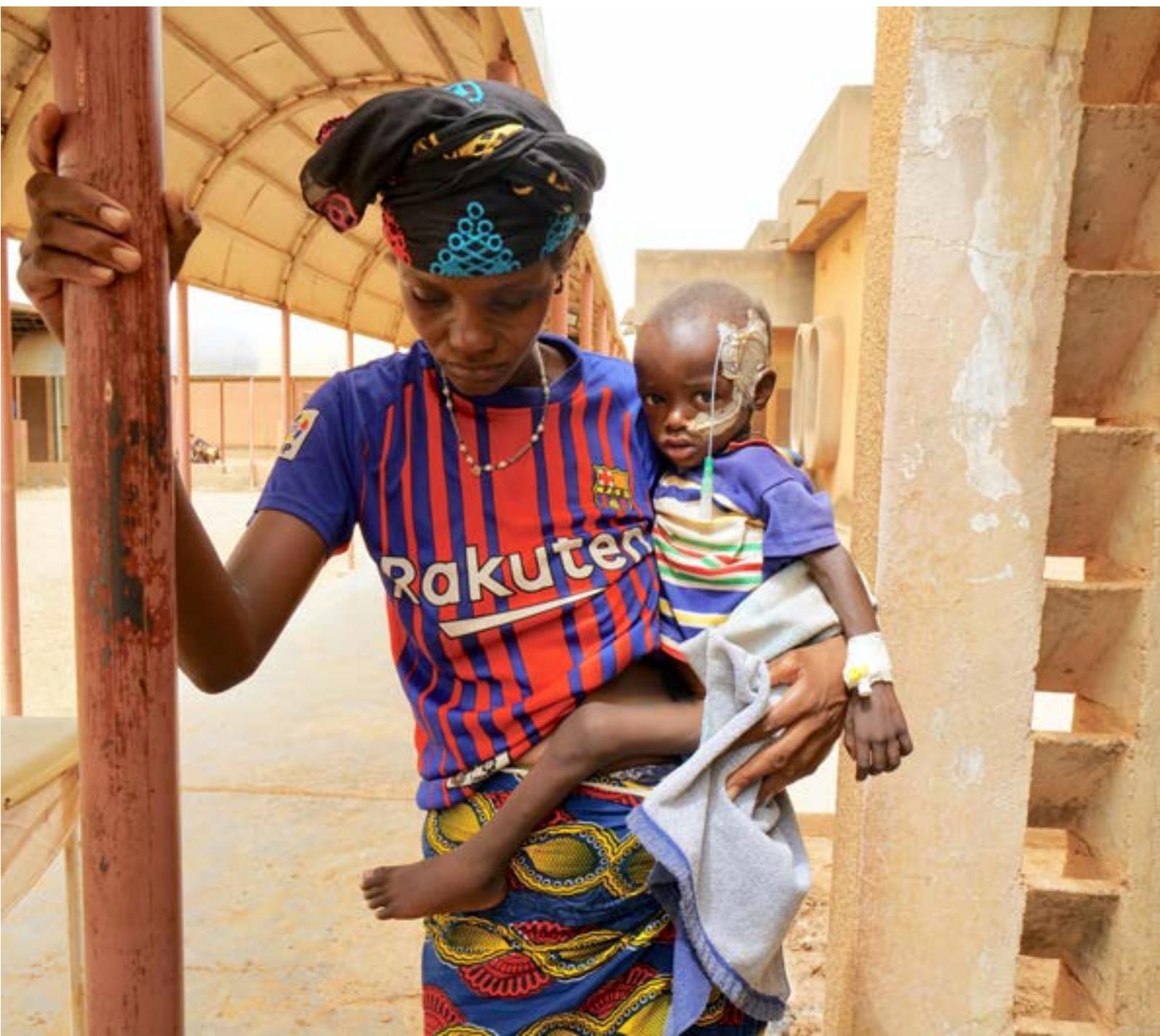
du même coup plus de 246 000 élèves. La région du Sahel à elle seule regorgeait plus de 42% des écoles fermées sur l'ensemble du territoire. Pour faire face à ces fermetures d'écoles, le gouvernement avec l'appui de ses partenaires à mis en place une stratégie nationale d'éducation en situation d'urgence qui est donc le cadre institutionnel d'interventions de tous les partenaires. Dans les différents secteurs où les besoins humanitaires sont les plus concentrés, nous notons le plus souvent des débuts de cadre d'organisation pour les actions des acteurs humanitaires. Mais il reste un besoin crucial de renforcement de ces cadres et stratégies en cohérence avec les principes humanitaires.

## Partie 2

# Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins

**BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Une mère avec son enfant souffrant de malnutrition à l'hôpital de Barsalogho. Photo: OCHA/Giles Clarke*



## 2.1

# Analyse des risques

La situation sécuritaire du Burkina Faso conjuguée avec les capacités et les vulnérabilités font que le pays est à un niveau de risque élevé (5.2) dans l'index INFORM Risk. Dans l'analyse des indices agrégés de l'exposition aux risques (INFORM Risk index), de la vulnérabilité et du niveau de capacité à faire face aux chocs, il ressort que huit (08) des treize régions dépassent le niveau 5.1 dans l'index de risque. L'ensemble des 5 régions qui font face aux conséquences humanitaires importantes et qui ont été retenues dans le cadre du présent aperçu des besoins humanitaires affichent un niveau de risque qui va de moyen à très élevé. En effet les trois régions qui concentrent plus de 60% des besoins humanitaires sont celles qui ont aussi un index de risque élevé (Centre Nord et Nord) et très élevé (Sahel), tandis que la Boucle du Mouhoun et l'Est ont un index de risque moyen, mais qui pourrait rapidement se dégrader tant le niveau de violence dans ces régions augmente.

Le niveau de risque découle avant tout de facteurs tels que la faible capacité à faire face aux chocs et conflits, notamment à cause des insuffisances infrastructurales, ainsi qu'à la haute vulnérabilité des populations liée principalement à leur faible niveau de développement socio-économique. Parmi ces derniers, les plus redoutables restent la probabilité de la dégradation de la situation sécuritaire, de sécheresses (insécurité alimentaire en 2020), les catastrophes naturelles et la dégradation et/ou l'abandon des terres cultivables. Toutes les études et analyses depuis 2017 sur la situation humanitaire du Burkina Faso prédisent une dégradation continue. Les opérations militaires, les attaques contre les positions

des forces de défense et de sécurité et contre les civils ont connu une très grande augmentation entre 2018 et 2019. On est passé d'environ 300 incidents sécuritaires en 2018 à plus de 500 incidents de janvier à octobre 2019. Les tendances ne montrent pas une prochaine accalmie sur le plan sécuritaire. Au cours des six derniers mois de 2019, les violences impliquant les civils provoquant une vague de déplacement de plus en plus importante. Plusieurs communes des régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun restent difficile d'accès avec des contraintes croissantes pour les travailleurs humanitaires. L'état d'urgence a été déclaré dans plusieurs provinces des régions sus citées. Dans quatre régions (Nord, Sahel, Centre-Nord et Est), les gouverneurs ont pris des actes administratifs de restrictions de mouvements à certaines heures et sur certains types d'engins, ce qui pourrait avoir un impact sur les opérations des organisations humanitaires.

Un risque important de détérioration de la situation sécuritaire existe à l'approche des élections présidentielles, législatives et municipales prévues en 2020 et 2021 en raison des considérations politiques liées à la question de la réconciliation nationale et de la justice. Par conséquent, il est prévisible que des violences pourraient

être perpétrées et que l'action collective en faveur de l'humanitaire pourrait connaître un ralentissement. Les groupes de population les plus vulnérables continueront de nécessiter une assistance humanitaire soutenue, basée sur les principes humanitaires et selon la proportion liée aux problèmes de protection et d'accès aux services essentiels qu'ils rencontrent. Les projections de l'analyse du Cadre Harmonisé menée par le groupe sectoriel sécurité alimentaire indique que près de 1 700.000 personnes seront en phase 3 à 5 de l'insécurité alimentaire entre juin et Août 2020. Les déplacements de populations sont nettement à la hausse et les projections au cours de 2019 se sont toujours conformées aux pires scénarii. D'ici à avril 2020, si la situation des déplacements continue à se dégrader, on pourrait s'attendre à avoir plus 900.000 personnes déplacées internes.

Sans un changement significatif de l'environnement sécuritaire dans le pays et de la mise en œuvre de projets de développement dans des zones à haute concentration de besoins, il est difficile d'envisager une amélioration substantielle de la situation humanitaire.

Pour plus d'informations, visitez :

[www.inform-index.org](http://www.inform-index.org)

### Indice INFORM

INDICE INFORM

**5,1**

DANGER & EXPOSITION

**3,8**

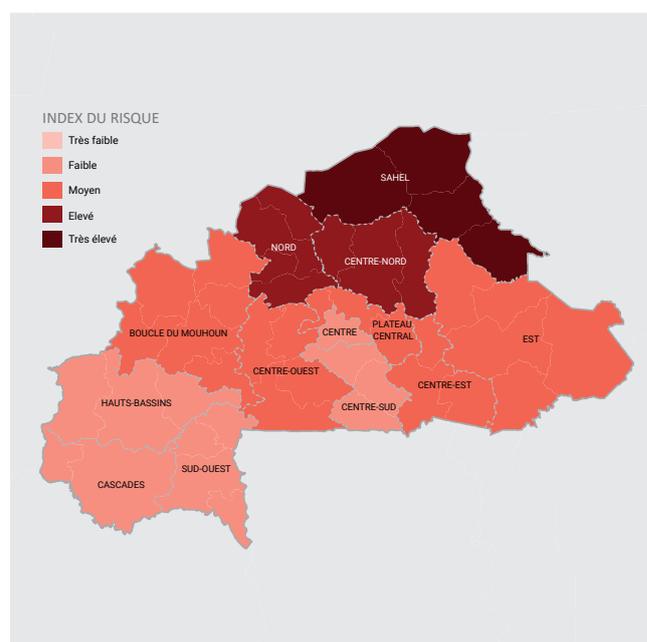
VULNÉRABILITÉ

**5,8**

MANQUE DE CAPACITÉ D'ADAPTATION

**6,1**

**INFORM**  
INDEX FOR RISK MANAGEMENT



# Calendrier des événements

## Janvier - Décembre 2019



**DÉCEMBRE 2018 - JANVIER 2019**

Affrontements de Yirgou dans le Centre Nord



**JANVIER 2019**

Déplacement massif de population



**JANVIER 2019**

Déclaration de l'Etat d'urgence



**MARS 2019**

Début des opérations militaires



**AVRIL 2019**

Affrontements à Arbinda dans le Sahel



**JUIN 2019**

Prorogation de l'Etat d'urgence



**OCTOBRE 2019**

Forte augmentation du nombre des PDI



**NOVEMBRE 2019**

Nomination du Coordonnateur Humanitaire pour le Burkina Faso



**DÉCEMBRE 2019**

Activation de 7 Clusters et de 2 sous clusters pour le Burkina Faso

### **BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Barsalogo abrite près de 10 000 personnes réparties sur cinq sites qui vivent dans une situation sanitaire précaire malgré l'aide déployée par les agences des Nations unies et des organisations locales et internationales. Photo: UNICEF/ Hadrien Bonnaud*





**FOUBÉ, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Un homme participe à une rencontre au site pour personnes déplacées de Foubé, au nord du Burkina Faso.  
Photo: OCHA/Otto Bakano*

## 2.2

# Suivi de la situation et des besoins

---

**Le Burkina Faso présente un contexte sécuritaire complexe et très volatile avec une méconnaissance très marquée de tous les acteurs en conflit en présence. La nouveauté de la situation et la fulgurance de sa dégradation oblige tous les acteurs humanitaires à mettre en place des mécanismes flexibles pour une meilleure adaptation afin de répondre aux besoins des populations. Dans ce contexte, il a été convenu par l'ensemble de l'équipe humanitaire de pays un engagement à tous les niveaux pour un suivi régulier de l'évolution des besoins, afin d'adapter la réponse aux priorités humanitaires en temps réel. Le suivi régulier d'indicateurs-clé permettra notamment de produire une mise à jour du HNO au premier semestre 2020 grâce à l'analyse des données disponibles.**

## Indicateurs

#	INDICATEURS	PÉRIODICITÉ	SECTEURS
x01	Nombre d'incidents sécuritaires enregistrés	Mensuelle	Intersecteur
x02	Nombre de nouvelles PDI ayant été enregistrées et/ou profilées	Mensuelle	Intersecteur
x03	Nombre d'incidents de protection rapportés par types	Mensuelle	Protection
x04	Nombre d'ENSA et ES identifiés	Mensuelle	Protection
x05	Nombre d'incidents de VBG rapportés	Mensuelle	Protection
x06	% de PDI ayant accès à une habitation adéquate	Mensuelle	Abris/AME
x07	% de personnes en phase 3 à 5 ayant reçu une assistance adaptée à la saison et spécifique pour la réhabilitation de leurs moyens de subsistance	Mensuelle	FSS
x08	% de personnes en phase 3 à 5 ayant accès de façon régulière à une quantité suffisante et adéquate de nourriture de qualité	Mensuelle	FSS
x09	MAS chez les enfants de 6-59 mois et femmes enceintes et allaitantes	Annuelle	Nutrition
x10	MAM chez les enfants de 6-59 mois et femmes enceintes et allaitantes	Annuelle	Nutrition
x11	% des personnes affectées ayant reçues une assistance	Mensuelle	Intersecteur
x12	Nombre de personnes affectées par la fermeture/ le fonctionnement à minima des formations sanitaires	Mensuelle	Santé
x13	% de personnes ayant accès à au moins 15 l d'eau potable par personnes par jour	Trimestrielle	EHA
x14	% de ménages ayant accès à une latrine fonctionnelle et hygiénique	Trimestrielle	EHA
x15	% d'écoles fermées du fait de l'insécurité	Mensuelle	Education
x16	Nombre d'élèves et d'enseignant affectés par les fermetures des écoles du fait de l'insécurité	Mensuelle	Education

## Partie 3

# Analyse sectorielle

### **BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Des mères patientent pour faire consulter leurs enfants atteints de malnutrition. Photo: OCHA/ Giles Clarke*

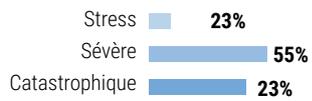


### 3.1 Abris et AME

PERS. DANS LE BESOIN

**579k**

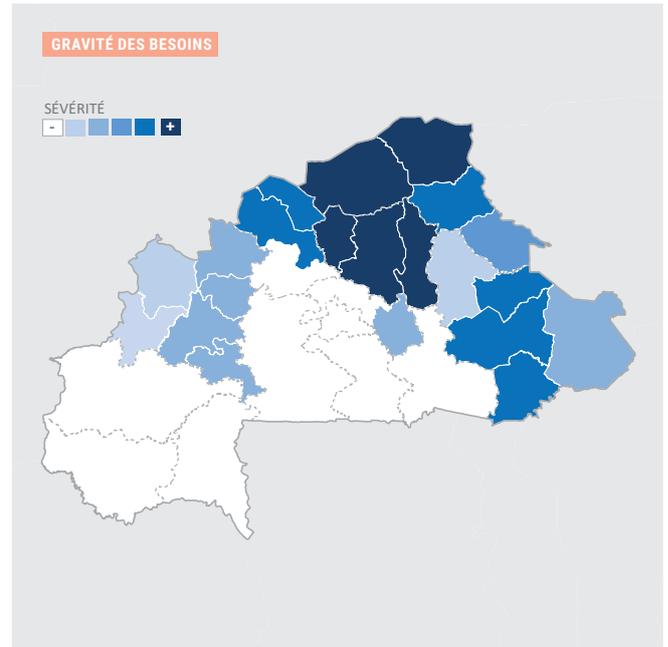
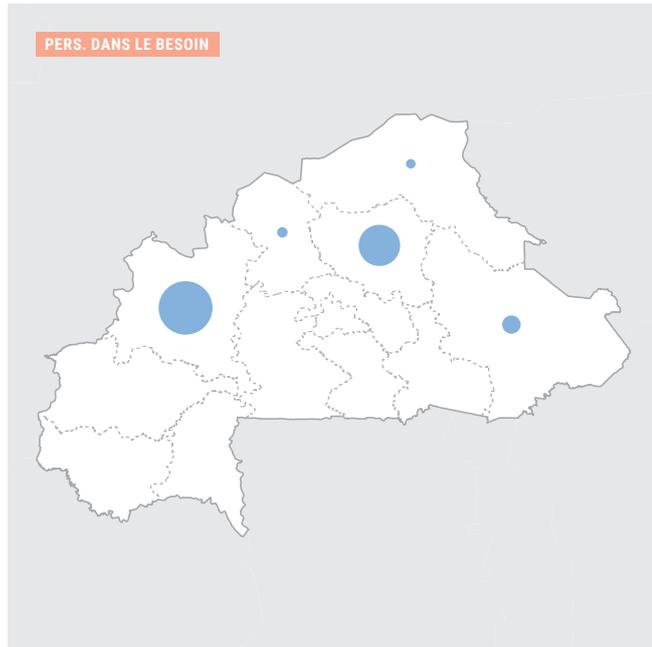
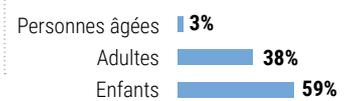
GRAVITÉ DES BESOINS



GENRE



AGE

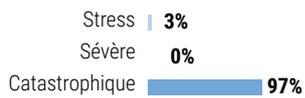


### 3.2 Education

PERS. DANS LE BESOIN

**544k**

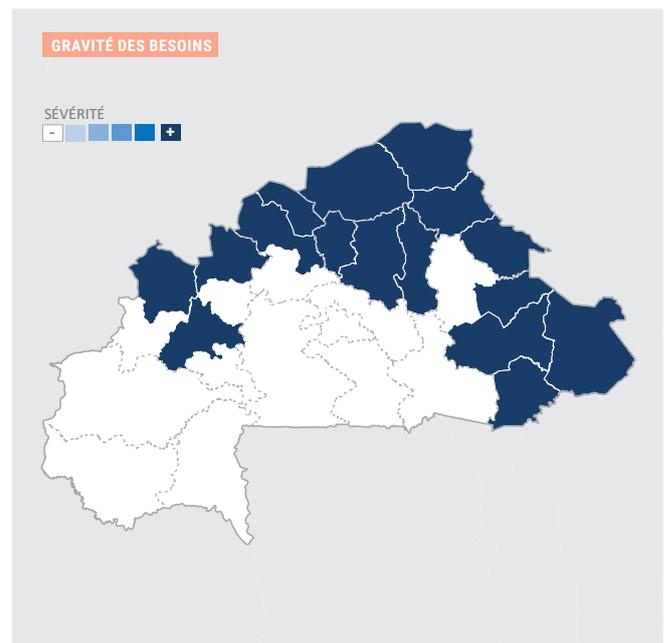
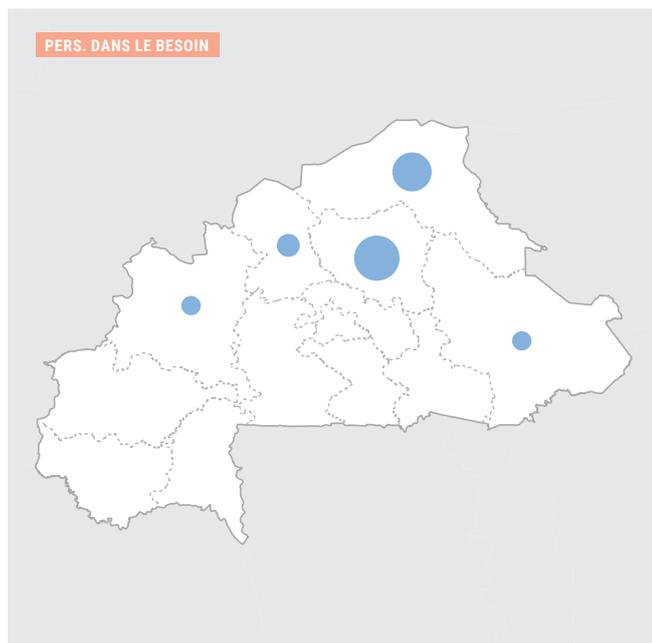
GRAVITÉ DES BESOINS



GENRE



AGE

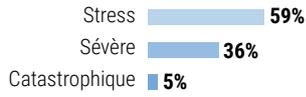


### 3.3 Nutrition

PERS. DANS LE BESOIN

**954k**

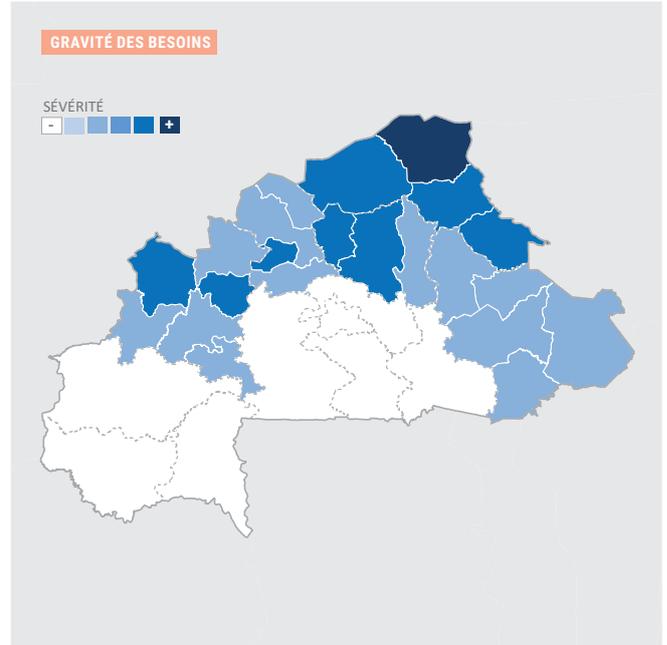
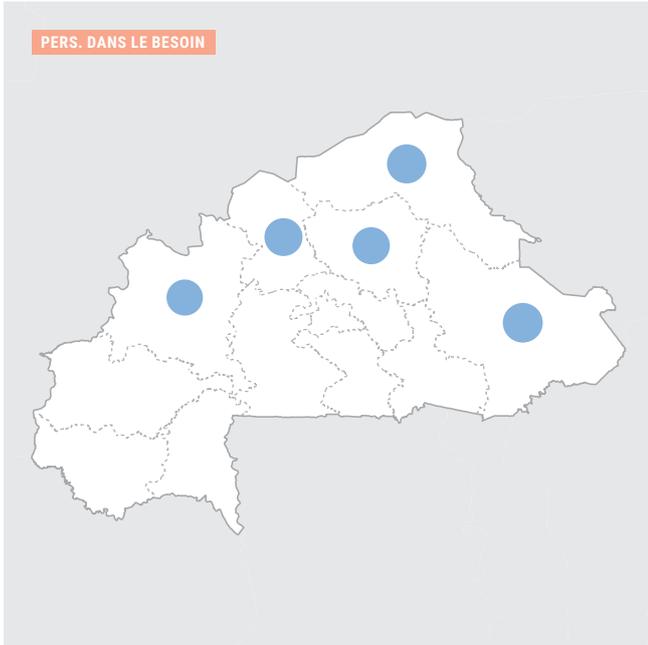
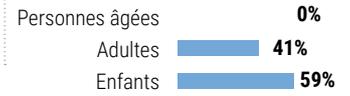
GRAVITÉ DES BESOINS



GENRE



AGE

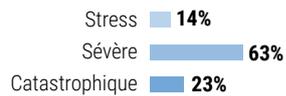


### 3.4 Protection

PERS. DANS LE BESOIN

**948k**

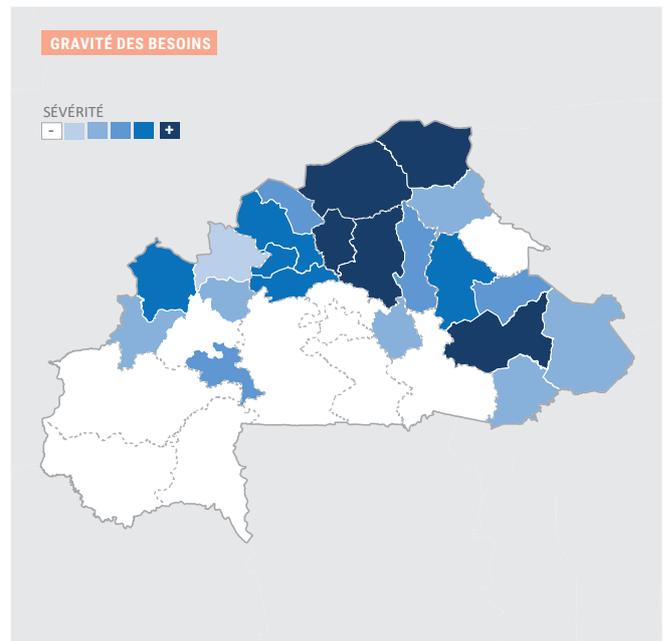
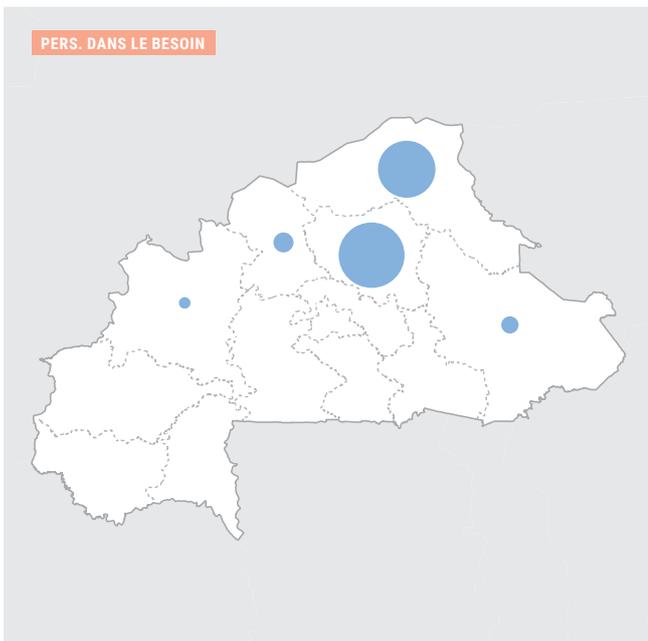
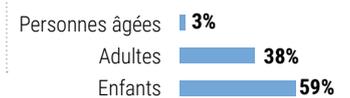
GRAVITÉ DES BESOINS



GENRE



AGE

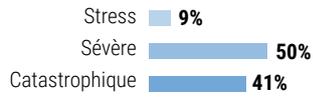


### 3.5 Santé

PERS. DANS LE BESOIN

**1,6M**

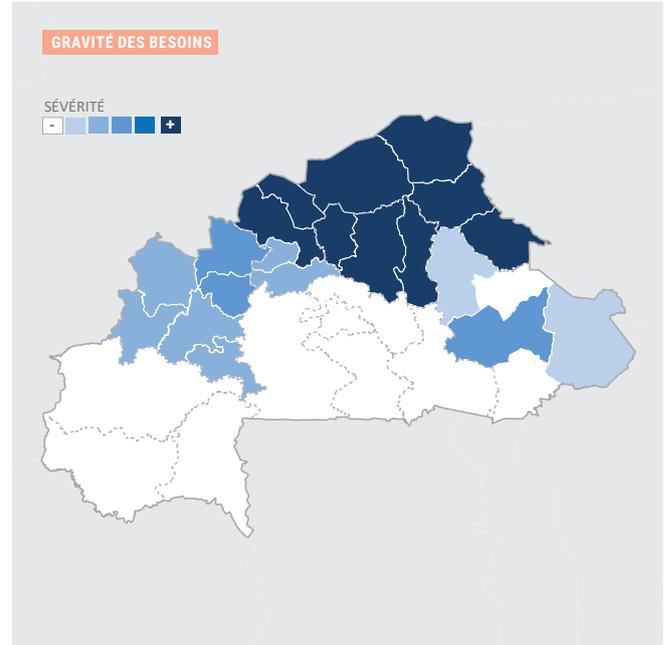
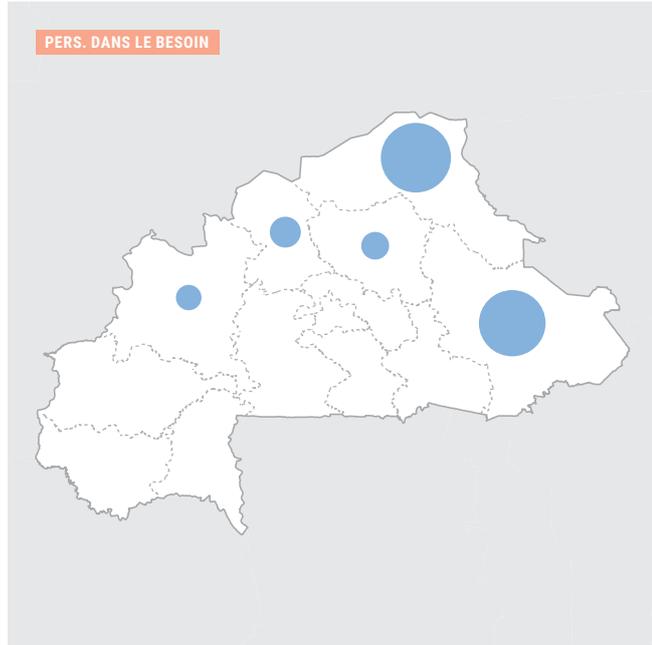
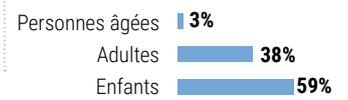
GRAVITÉ DES BESOINS



GENRE



AGE

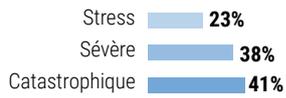


### 3.6 Sécurité Alimentaire

PERS. DANS LE BESOIN

**1,5M**

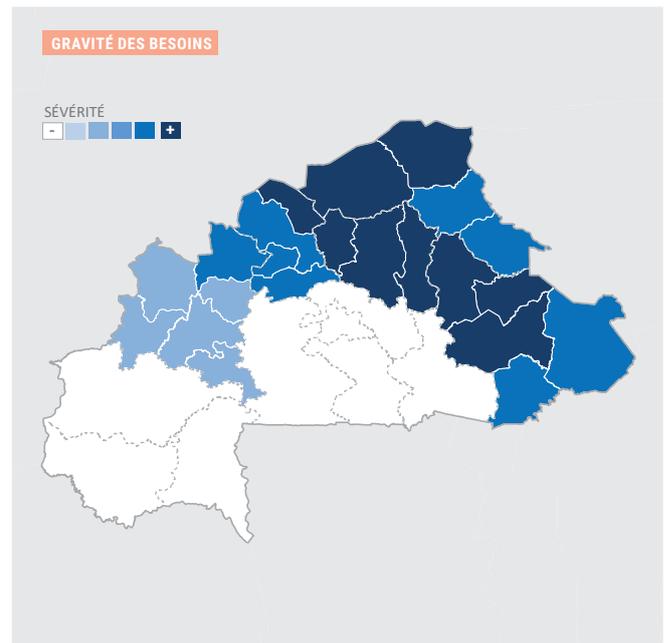
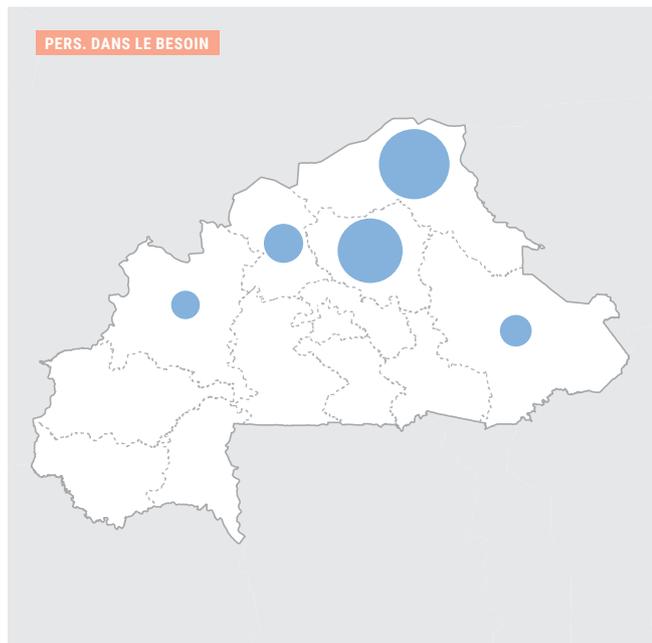
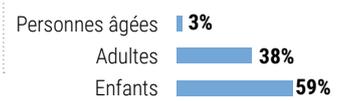
GRAVITÉ DES BESOINS



GENRE



AGE

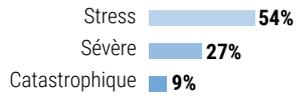


### 3.6.1 Eau, Hygiène et Assainissement

#### PERS. DANS LE BESOIN

1,9M

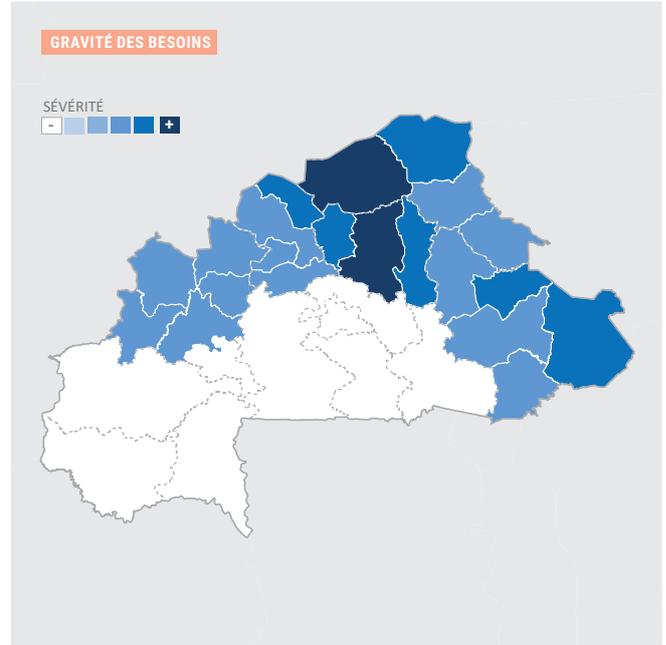
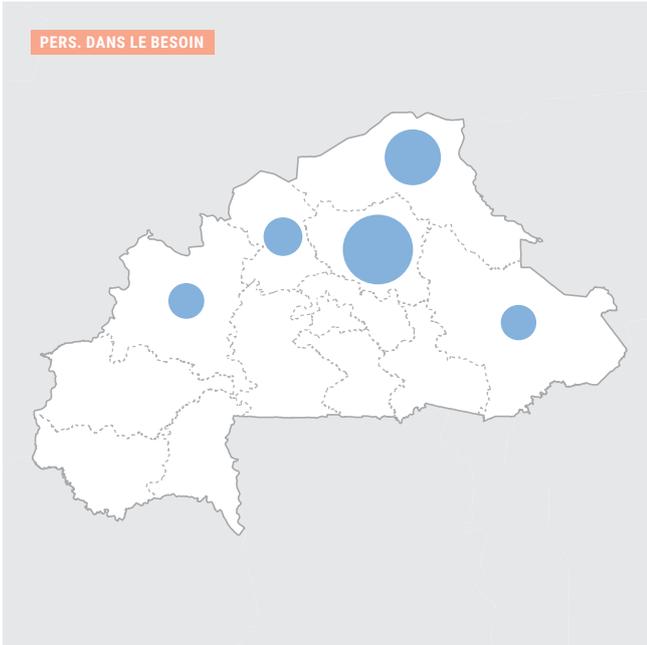
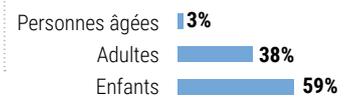
#### GRAVITÉ DES BESOINS



#### GENRE



#### AGE



## 3.1 Santé



PERS. DANS LE BESOIN

1,6M

FEMMES

52%

ENFANTS

59%

AVEC UN HANDICAP

1,2%

**La détérioration et l'instabilité des conditions de vie des PDI les placent dans une situation particulièrement vulnérable pour accéder aux services de santé qui sont soit éloignés, inexistants, fermés ou fonctionnant à minima.**

### Analyse des besoins humanitaires

Dans les zones d'afflux des populations déplacées, la pression exercée sur l'utilisation des services sanitaires déjà fragiles, impacte l'offre des soins en quantité et qualité qui devient très critique. De plus les difficultés d'approvisionnement des structures sanitaire en médicaments essentiels et autre intrants médicotéchniques, insuffisance en plateau technique et en ressources humaines et financières, complique et limite d'avantage l'accès aux soins de santé. Les femmes enceintes et allaitantes, les nourrissons, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap physique ou mental et ceux souffrant des maladies chroniques comme le VHI qui se voient privés de leur traitement apparaissent plus vulnérables dans cette situation. La fermeture des structures sanitaires lié au départ du personnel soignant dans certaines zones d'insécurité du fait de la psychose limite davantage l'accès aux services de base constituant un facteur aggravant la morbidité et la mortalité surtout parmi les groupes vulnérables.

Les personnes restées dans des zones en proie à l'insécurité connaissent le même niveau de vulnérabilité et de difficultés d'accès aux services de santé.

### Projection des besoins

Avec une projection de 1, 563,578 personnes en besoins des services de santé, trois facteurs sont à prendre en compte : i) La résilience

du système de santé avec appuis des partenaires au ministère de la santé, ii) le pouvoir d'achat des services de santé par les populations affectées et iii) les revendications sociales du personnel de santé dans tous les secteurs d'activité pouvant influencer l'accès aux services de santé.

Parmi ces 1.5 million, environ 0.9 auront besoin de soins de santé de façon urgents qui devront être couverts immédiatement compte tenu de la vulnérabilité de cette population tel que mentionné dans la section sur la vulnérabilité

- Tenant compte du taux moyen de fermeture des formations sanitaires dans les zones affectées, de 7.4% pour les cinq régions prioritaires (avec 32% au sahel et 16% au centre nord), il faudra maintenir l'offre de base de soins de santé
- Dans les zones où l'accès aux soins de santé se rétrécit davantage, le groupe sectoriel s'efforcera : d'améliorer l'accès aux soins en développant l'offre de soins de santé à travers l'accessibilité financière y compris à travers le transfert monétaire, auquel s'ajoute un besoin urgent de mettre en place des cliniques mobiles, des équipes médicales d'urgences et le renforcement de la structure communautaire pour prendre en charge les personnes avec besoins urgent des services de santé.
- La capacité nationale sera renforcée à travers le CORUS, qui est un pilier important dans la coordination de la réponse et l'analyse continue des besoins tenant en compte une augmentation rapide des PDI dans les zones affectées.
- Les personnes vulnérables dont les femmes enceintes et allaitantes, les personnes avec handicap et les malades chroniques ou survivantes de violence sexuelle estimé à 0.9 M auront besoins des services de soins selon leur contexte spécifique.

## 3.2

# Abris/AME



PERS. DANS LE BESOIN

**579k**

FEMMES

**52%**

ENFANTS

**59%**

AVEC UN HANDICAP

**1,2%**

**Les PDI vivant sous des abris de fortune, dans des bâtiments publics ou sans aucuns abris sont particulièrement vulnérables. Isolés et marginalisés, ils n'ont souvent pas de liens sociaux avec la communauté hôte et manquent de moyens pour construire leurs propres abris. Parmi eux figurent les catégories suivantes qui renforcent encore cette vulnérabilité : personnes âgées, enfants isolés ou non-accompagnés, femmes chefs de ménage, ménages vivant avec un handicapé, ceux avec plus de 3 enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes/allaitantes, victimes de VBG, personnes souffrant de maladies chroniques et victimes de traumatisme. En outre, la majorité des déplacés n'a pas pu emporter ses articles ménagers essentiels et les familles d'accueil qui ont accueilli un grand nombre de personnes ont dû partager leurs biens avec les déplacés, augmentant leur vulnérabilité.**

**Analyse des besoins humanitaires**

Selon les estimations, près de 580,000 personnes auront besoin d'une assistance en abris et/ou en AME en 2020. Les abris et les AME figurent parmi les trois besoins principaux mentionnés dans les enquêtes de terrain sur les personnes déplacées. Au sein de cette population, on estime que près de 350.000 personnes vivront une situation particulièrement critique dans ce domaine, telles les personnes déplacées logeant dans des espaces publics (écoles, églises, mosquées etc.), celles logeant auprès de familles d'accueil pauvres, à la belle étoile ou dans des logements de fortune.

La proximité accrue dans des familles d'accueil ou dans des espaces communs exposent les personnes à un plus grand risque de contamination, avec les problèmes que cela pose en termes de santé publique. De manière générale, le manque d'intimité et l'absence de vie privée impactent fortement la dignité de ces personnes.

La cohabitation peut également engendrer des tensions avec les familles hôtes pour le partage des maigres ressources disponibles.

Le manque d'espace pour construire des abris dans certaines

communautés d'accueil constitue un défi. Par ailleurs, les maisons et bâtiments surexploités risquent de se dégrader rapidement, amenuisant les ressources partagées par les populations hôtes et les déplacées et accentuant ainsi les problèmes de cohésion sociale.

L'absence d'alternatives amène des ménages à occuper des maisons et des bâtiments publics sans autorisations préalables, avec le risque d'expulsion.

Le grand nombre de déplacés et les relocalisations qui pourraient augmenter dans le futur, nécessitent la mise en place d'interfaces entre PDI, communautés hôtes et services publics lorsqu'ils existent ainsi qu'un support technique pour la gestion coordonnée des lieux d'accueils et la planification de l'espace. De même les questions de logements, terres et biens devront être abordées, en coordination avec le Groupe Sectoriel de Protection.

A ce stade (novembre 2019), deux sites d'accueil sont reconnus officiellement et l'ouverture d'autres espaces d'accueil est en cours de discussion. Il est probable que le phénomène s'accroisse au cours de 2020, accroissant d'autant plus les besoins de la population déplacée étant donné que les ressources locales existantes sont d'ores et déjà insuffisantes.

**Projection des besoins**

Il faut s'attendre à une augmentation du nombre des déplacés en 2020 et à ce que les personnes déplacées actuellement demeurent dans cette situation de vulnérabilité sur le moyen et long terme. De plus, des ménages déplacés qui louent actuellement un logement risquent de se retrouver sans logement une fois leurs économies épuisées. La grande pression exercée sur les familles d'accueil par la présence des déplacés rend la situation des déplacés précaire avec des conditions d'hébergement qui ne seront pas tenables, à moyen ou long terme. A la longue, les besoins en abris d'urgence vont se convertir en abris transitoires voire durables, si la crise perdure.

## 3.3

# Education



PERS. DANS LE BESOIN

544k

FEMMES

52%

ENFANTS

100%

AVEC UN HANDICAP

1%

**Le contexte sécuritaire et la cible directe de l'éducation par les groupes armés (attaques d'écoles et d'enseignants, destruction de matériel...) a amené un grand nombre d'écoles à fermer, et les classes ouvertes en zones impactées par la crise sont débordées. Cette situation prive de nombreux enfants de scolarité favorisant aussi les risques de protection (enlèvements, mariages précoces, abus sexuels et autres traitements dégradant des filles). Les risques de recrutement d'élèves déscolarisés par les groupes armés restent réels. La question principale de cette problématique demeure la recherche de stratégies pour la poursuite de leur éducation.**

### Analyse des besoins humanitaires

Déplacement : Cette situation s'aggrave dans tout le pays depuis 2017, illustrant la détérioration de la situation sécuritaire. À ce jour, environ 500 000 citoyens burkinabè sont déplacés à l'intérieur du pays. Parmi eux 43% sont des enfants en âge scolaire. Selon le RESEN, le Burkina Faso est le pays qui accorde le plus d'importance au Primaire avec 61% des dépenses courantes d'éducation et 59.2% des dépenses publiques totales. Les dépenses publiques d'éducation sont fortes hausses et sont de l'ordre de 17% en valeur nominale

et 12% en valeur réelle. (RESEN, 2015). Dès lors, dans ce nouveau contexte caractérisé par l'insécurité, la question qui demeure est de savoir si le pays pourra maintenir ces niveaux de dépenses au profit de l'éducation alors que 54.1% des enfants de 6-16 ans sont encore en dehors de l'école, (UNICEF, 2017) et que le facteur démographique (3.1% RGPH, 2006), avec un doublement de la population tous les vingt ans, continue d'annihiler les efforts énormes déjà déployés.

### Projection des besoins

L'augmentation importante des besoins humanitaires est certaine au cours de l'année 2020 au vu de l'activisme des groupes armés non étatiques avec un agrandissement graduel des attaques contre l'éducation provoquant l'interruption totale ou temporaire des enseignements. Des nouvelles vagues de déplacement sont prévisibles, avec un accès limité à l'éducation pour les enfants déplacés en âge scolaire et l'accroissement de la pression sur les structures existantes. C'est dans cette perspective que le GT ESU estime à 544,273 (dont 48% de filles et 52% de garçons, 1% des PSH) le nombre des personnes dans le besoin en éducation en situations d'urgence.

## 3.4

## Sécurité Alimentaire



DANS LE BESOIN

1,5M

FEMMES

52%

ENFANTS

59%

AVEC UN HANDICAP

1,2%

Le secteur sécurité alimentaire estime que les régions suivantes seront affectées en différents degrés pour l'insécurité alimentaire: Sahel et Centre Nord : 100%, Est 75%, Nord 50%, Boucle du Mouhoun 33%. Parmi les localités où l'intervention humanitaire s'avère de difficile d'accès, il faut citer les localités d'Arbinda et ses alentours, les zones frontalières avec le Mali, pendant que dans les provinces du Soum, Sanmatenga et Bam, les déplacements répétés rendent nécessaire un mécanisme de réponse rapide. La prévision de déplacements est critique aussi pour la Boucle de Mouhoun, jusqu' ici faisant partie des zones moins affectées.

#### Analyse des besoins humanitaires

Le Secteur Sécurité Alimentaire cible en priorité les personnes vulnérables touchées par la dégradation de la situation humanitaire en besoin d'assistance et/ou de protection urgente des moyens d'existence. Les caractéristiques de cette vulnérabilité sont liées à la perte des moyens d'existence, l'accès à la terre, la perte du bétail à la suite des déplacements, de la détérioration sécuritaire et les différents chocs climatiques. Les groupes plus vulnérables sont les PDI, les communautés hôtes, les personnes en Ph-3-5 du Cadre Harmonisé.

Les sous-groupes les plus vulnérables sont le FEA, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap, les enfants. Sur le plan nutritionnel, la malnutrition aigüe globale (MAG) dans la plupart des provinces est au-dessus du seuil d'alerte de l'OMS avec des pics au niveau des régions du Sahel (Séno 11,7%), du Centre-Ouest (Sanguié 10,6%) et du Centre-Est (Boulgou 10,2%). Les problèmes liés à la survie y compris la protection sont liés à la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité de la sécurité alimentaire dans la situation actuelle. La production céréalière prévisionnelle nationale de la campagne 2019-20 est estimée à 5 millions de tonnes approx, en baisse de 2,92% comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2018-19. En relation aux conditions de vies et la résilience on enregistre la faible disponibilité de stock alimentaire,

l'accès réduit à la terre cultivable, le marchés fermés ou partialement fonctionnels, la dégradation des filières de production, la pauvreté de la terre cultivable dans la zone d'accueils. La proportion des ménages ayant adopté des stratégies de stress est du 13,4%, de crise du 9,0% et d'urgence du 0,5%. Les stratégies d'adaptation comprennent la migration des bras valides pour la recherche d'emploi, le bradage du cheptel, les travaux ménagers dans les communautés d'accueils. Les Facteurs et risques liés au contexte sont la détérioration de l'accès humanitaire et de la situation sécuritaire générale du pays.

#### Projection des besoins

En 2020, 1.5 million des personnes seraient en insécurité alimentaire dans les 5 régions affectées par la crise au Burkina Faso. Ainsi faisant le lien avec la chronicité des besoins des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle de l'analyse du cadre harmonisé, le secteur estime à 33% du PIN les personnes en phase 3-5, sans considérer les PDI et les communautés hôtes.

En effet selon les données de suivi de la campagne agropastorale 2019-2020, des éventuelles baisses de la superficie cultivable variant entre 20 à 75 % dans les provinces touchées et la relative baisse de production comprise entre 6 à 15 % seraient attendues. Aussi une éventuelle crise pastorale suite au déficit significatif du fourrage est attendue.

Enfin, 650 000 personnes déplacées et 700 000 des personnes de la communauté hôte auront besoin d'une assistance alimentaire, nutritionnelle et une protection de leurs moyens d'existence.

Ces personnes affectées adoptent des stratégies de survie néfastes. En considérant la partie des PDI et de la communauté hôte déjà comprise dans la phase 3-5 du CH, le secteur estime à 1,7 millions les personnes en besoins dans le pays et à 1,5 millions de personnes en besoins dans les régions 1-5 touchés par la crise humanitaire.

## 3.5

## Nutrition



PERS. DANS LE BESOIN

954k

FEMMES

52%

ENFANTS

59%

AVEC UN HANDICAP

1,2%

**Analyse des besoins humanitaires**

La situation nutritionnelle de la population du Burkina Faso reste très fragile et est exacerbée par les effets de la sécheresse chronique, d'autres phénomènes météorologiques irréguliers liés aux changements climatiques et à l'insuffisance d'accès aux services sociaux de base de qualité. La crise humanitaire en cours affectant principalement cinq régions du pays (Sahel, Centre Nord, Est, Nord et Boucle du Mouhoun) est venue exacerber cette situation.

Selon l'enquête nutritionnelle nationale de 2018, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de 5 ans était de 8,6 pour cent, dont 1,4 pour cent d'enfants malnutris aiguës sévères au niveau national. La région du Sahel, la plus touchée par l'insécurité, avait les pires taux de nutrition aiguë sévère (MAS) (3,1 pour cent) et de MAG (12,8 pour cent), classés comme « élevés » selon les nouveaux seuils de l'OMS. L'enquête nutritionnelle rapide réalisée en octobre 2019 dans les six communes les plus touchées par l'insécurité et abritant le plus grand nombre de déplacés internes : Arbinda et Djibo (région du Sahel), Kaya et Barsalogo (région Centre-Nord), Titao (région Nord) et Matiacoali (région Est) montre une forte dégradation de la situation nutritionnelle.

Le taux de malnutrition aiguë globale variait de 9,3 pour cent dans la commune de Kaya à 17,2 pour cent dans la commune de Barsalogo, avec un taux de malnutrition aiguë sévère respectivement de 1,4 pour cent et 3,6 pour cent. La situation est encore plus critique dans le site de déplacés de Barsalogo où le taux de la MAG est de 19,7 pour cent et la MAS 7,8 pour cent (> 15 pour cent du seuil d'urgence de l'OMS). D'autres parts, selon l'analyse du cadre harmonisé de novembre 2019 pour l'analyse et l'identification des populations à haut risque d'insécurité alimentaire dans les pays du Sahel, les provinces de Soum (région du Sahel), Bam et Sanmatenga (région du Centre-Nord) ont été classées en situation d'insécurité alimentaire sévère au cours du dernier trimestre de 2019. La population touchée par l'insécurité alimentaire en 2019 est estimée à 1 190 713 sur une population totale de 21 398 997, soit 6 pour cent de la population totale du pays. Ces régions abritent des PDI présentant une vulnérabilité accrue liée à l'accès à la nourriture et aux services sociaux de base. Des dégradations importantes sont attendues en 2020 comme le montrent les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle réalisée en octobre 2019 dans six communes accueillant des déplacés internes dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et du Nord.

Les attaques armées et l'insécurité dans les régions de l'Est, du Centre-Nord, du Nord et du Sahel continuent d'avoir de graves conséquences humanitaires. Au 8 octobre 2019, le pays comptait près de 486 360 personnes déplacées à l'intérieur du pays. La plupart d'entre elles se trouvent dans les régions du Centre-Nord (56 pour cent), du Sahel (33 pour cent) et du Nord (7 pour cent). Les besoins humanitaires ont augmenté rapidement et de manière significative dans ces régions. Près de 816 587 personnes n'ont pas accès aux soins médicaux et nutritionnels car 69 centres de santé sont fermés et 75 autres fonctionnent avec un fonctionnement minimum (sur 964 centres de santé dans 5 régions). La plupart des centres de santé fermés se trouvent dans la région du Sahel (29 pour cent) et dans la région du Centre-Nord (12 pour cent).

En tenant compte des résultats des enquêtes nutritionnelles et des facteurs aggravants tels que les déplacements des populations et l'insécurité alimentaire, le nombre total d'enfants souffrant de malnutrition aiguë (modérée et sévère) est estimé à 262 903, dont 79 490 malnutris aiguës sévères (MAS) et 183 413 malnutris aiguës modérés. Un enfant malnutri sévère a 9 fois plus de chance de mourir qu'un enfant normal. Les résultats de l'enquête nutritionnelle nationale de 2019 permettront de réviser les cibles fixées.

Les conséquences humanitaires montrent une réduction de l'accès aux services de santé et de nutrition, un déplacement massif de population dans un contexte sécuritaire instable.

Les groupes les plus vulnérables sont :

- Les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 2 ans résidants dans les zones concernées par la crise sécuritaire
- Les populations déplacées internes
- Les communautés hôtes
- Les enfants de moins de 5 ans malnutris et les femmes enceintes et allaitantes malnutries.

Les cibles identifiées pour la réponse nutritionnelle prennent en compte sans discrimination, les populations déplacées, les populations hôtes et les autres populations affectées.

- 79,490 enfants MAS de moins de 5 ans soit 100% de la cible
- 146,730 enfants MAM de moins de 5 ans soit 80% des 183,413
- 52,400 Femmes enceintes et allaitantes malnutries aiguës modérées soit 80% des 65,500

- 326,978 femmes enceintes et allaitantes pour le conseil en alimentation du nourrisson et du jeune enfant soit 75% des personnes dans le besoin.
- 100,000 enfants de 6 à 23 mois pour les distributions alimentaires préventives

Cette réponse vise à apporter une assistance nutritionnelle aux personnes affectées dans les régions prioritaires (Boucle du Mouhoun, Sahel, Est, Nord et Centre Nord) à travers des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition adaptée au contexte.

### Projection des besoins

Au vu du contexte humanitaire actuel caractérisé par une augmentation progressive des personnes déplacées intérieures et la fermeture des services de santé avec un accès limité aux services

de santé/nutrition, la situation nutritionnelle pourrait se dégrader entraînant une augmentation du nombre d'enfants malnutris aigus initialement attendus.

En effet, l'enquête nutritionnelle utilisant la méthodologie SMART menée en Octobre 2019 dans les six communes abritant le plus grand nombre de déplacés montre déjà une augmentation des taux de MAG et MAS au-dessus des seuils critiques selon les standards de l'OMS.

En tenant compte des facteurs aggravants cités plus haut, le nombre total d'enfants malnutris aigus sévères attendus pour l'année 2020 dans les 5 régions en urgence est estimée à 79,490 par rapport à 67,973 en janvier 2019 et le total d'enfants malnutris aigus modérés attendus de 183 413 en 2020 contre 165 653 en 2019 dans les mêmes régions.

Ce calcul des besoins nutritionnels sera révisé dès la disponibilité des données de l'enquête nutritionnelle nationale de 2019.

### FOUBÉ, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO

*Une petite fille porte sa sœur au dos au site pour personnes déplacées de Foubé, au nord du Burkina Faso.*

*Photo: OCHA/Otto Bakano*



## 3.6

## Protection



DANS LE BESOIN

948k

FEMMES

52%

ENFANTS

59%

AVEC UN HANDICAP

1,2%

En octobre 2019, l'insécurité et ses conséquences humanitaires affectait plus de 800 000 personnes dans le domaine de la protection. Le nombre de PDIs s'est accru passant de 47,000 en janvier à 486,000 en Septembre 2019. 85% des PDIs sont des femmes et filles et 53% des enfants. La tendance à la hausse risque de se poursuivre au regard de l'évolution de la situation humanitaire

Toutes les régions accueillent des PDIs. Les régions du Centre-Nord et du Sahel accueillent 89% d'entre eux - dont respectivement 270,500 et 161,000. On estime que 80% des PDIs vivent dans des familles d'accueil.<sup>29</sup> La pression exercée sur les familles d'accueil, dont certaines ont accueilli plusieurs dizaines de déplacés, est particulièrement élevée. Les autres se trouvent dans des sites officiels ou dans des infrastructures communautaires. On note de plus en plus de déplacements secondaires, notamment vers le Centre-Nord mais aussi vers des villes principales ou secondaires des régions du Centre, Hauts Bassins, Plateau Central qui ne sont pas touchées par l'insécurité. Les perspectives de retour volontaire vers les zones d'origine sont estimées très faibles actuellement. Les besoins d'informations sur le profil des personnes déplacées internes, leurs besoins humanitaires et leurs intentions restent importants. On note une amplification des besoins, y compris pour les familles d'accueil. La présence des personnes déplacées internes augmente la pression sur les ressources disponibles et place les communautés déplacées et d'accueil dans une situation de vulnérabilité extrême qui les expose davantage à des risques de protection.

Aussi, les menaces croissantes des groupes armés non identifiés dans le nord du pays et une série de manifestations sociales ont gravement affecté les droits des populations y compris les enfants et les femmes durant l'année 2019. Cela contribue aussi à accroître leur exposition à de nouveaux risques de protection. Parmi tous les risques identifiés, on retrouve notamment et de manière non-exhaustive :

La séparation familiale, le mariage d'enfants, les relations sexuelles de survie, la détresse psychosociale, les abus, l'exploitation et la violence, le recrutement par les groupes armés et les violences sexuelles et basées sur le genre, les déplacements d'élèves non accompagnés vers les centres urbains à la recherche de solutions pour leur scolarisation ou leur survie. La situation est d'autant plus inquiétante qu'elle a contribué à déliter les mécanismes communautaires habituels de la protection. Dans ce contexte, une

réponse humanitaire d'urgence coordonnée basée sur la protection et qui cible toutes les populations affectées s'avère nécessaire.

Le pays est également marqué par une augmentation significative d'incidents liés à la présence d'engins explosifs improvisés depuis 2018. Sans que l'on puisse confirmer qu'ils soient à présent aussi ciblés, les civils sont également victimes d'incidents EEI (26 tués et blessés de juillet à novembre 2019). Aux attaques à l'explosif visant à détruire des édifices publics tels qu'écoles ou bâtiments administratifs, apparues depuis décembre 2018, viennent s'ajouter à un rythme significatif les destructions de ponts sur les axes routiers (4 depuis août 2019). Toutes ces destructions d'infrastructures ont eu lieu dans la région du Sahel, province de Soum, avec un impact sur l'accès des acteurs humanitaires vers les bénéficiaires, et inversement. Des populations se trouvent alors couper du reste du territoire et à risque de protection.

En termes de protection de l'enfant, plusieurs sources rapportent la présence d'enfants parmi les membres des groupes armés, l'arrestation et l'incarcération de mineurs pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » notamment, et pour certains détenus dans les camps militaires ou à la prison de haute sécurité.

Aussi, dans un tel contexte, les femmes et les filles sont particulièrement exposées à la violence et à la dégradation des conditions de vie. Des cas de violences sexuelles ont été rapportés par les établissements de santé et des ONG à travers le pays.

#### Analyse des besoins humanitaires

L'analyse de la situation humanitaire fait ressortir de nombreuses vulnérabilités et des violations des droits Humains qui affectent directement le Burkina Faso, notamment dans le nord du pays. Entre autres, les principaux problèmes de protection observés sont :

L'exploitation et abus sexuel, le manque d'accès aux services sociaux de base, les pires formes de travail des enfants, le déni de droits et le manque de documents d'identité, l'exposition à des violences qui engendrent de nombreux risques et vulnérabilités.

Les personnes vulnérables en situation de crise humanitaire sont généralement les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les femmes chef de ménage sans revenu, les enfants et adolescents, et notamment ceux chefs de ménage, les personnes souffrant de maladies chroniques ou ceux issus de groupes

ethniques et religieux spécifiques stigmatisés etc. Ces personnes sont souvent plus affectées et par conséquent plus exposées. Parmi ces groupes de personnes identifiées comme plus vulnérables, une attention particulière sera accordée aux enfants non accompagnés/séparés, aux enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA), aux personnes survivantes de violences basées sur le genre, aux personnes survivantes des autres violations des droits Humains, aux personnes en situation de handicap et aux personnes souffrant de maladies chroniques.

Les défis de protection sont de deux ordres :

- Ceux liés à la survie sont engendrés par la présence de groupes armés non étatiques et la présence des IED ainsi que les tensions/conflits intercommunautaires
- Ceux liés aux conditions de vie sont notamment la prévention de et une réponse aux violences faites contre les enfants (pires formes du travail des enfants (PFTE), violences physiques, mariages précoces/forcés d'enfants), les violences basées sur le genre, les besoins psychosociaux induits par la situation humanitaire, l'insécurité alimentaire et des épidémies.

Les capacités et stratégies d'adaptation des populations en situation de crise sont soit négatives (le sexe de survie, les vols/pillages, les pires formes de travail des enfants, l'abandon des personnes à mobilité réduite, le mariage d'enfant pour les familles les plus démunies et l'exploitation sexuelle entre autres), soit positives (la limitation des déplacements, médiation par les chefs coutumiers, développement des AGR, collaboration des populations avec les forces en présence entre autres). Il convient donc d'appuyer le développement des stratégies positives de survie tout en travaillant à la réduction de l'utilisation des stratégies négatives de survie

### Projection des besoins

Les besoins dans le secteur de la protection sont importants et vont augmenter au cours de l'année 2020 avec la projection d'une augmentation du nombre de PDI dans le pays. Augmentation qui sera due à la dégradation rapide du contexte sécuritaire ce qui a pour conséquences une augmentation des besoins humanitaires y compris des risques de protection ;

- Besoin d'une couverture géographique plus importante en termes de prévention, identification des cas et réponse
- Besoin d'une présence minimale des services de prise en charge
- Besoin de renforcer l'expertise protection et la coordination des acteurs de la protection afin d'apporter la réponse la plus cohérente aux besoins identifiés et qui vont continuer à survenir
- Besoin de renforcer les acteurs humanitaires en protection transversale

Pour faire face à ces besoins multiples, le secteur devra étendre sa couverture géographique aux 5 régions les plus touchées. En plus des régions du Sahel et du Centre-nord, il faut y ajouter celles de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun. Il devra également augmenter sa capacité d'intervention dans les plusieurs domaines dont l'identification et référencement, les sensibilisations des communautés aux risques liés aux engin explosifs improvisés et bien d'autres encore.

## Sous-secteur Protection de l'enfance



### DANS LE BESOIN

# 368k

### FILLES

# 52%

### AVEC UN HANDICAP

# 1,2%

### Aperçu et population affectée

Les menaces croissantes de groupes radicaux dans le nord et une série de manifestations sociales ont gravement affecté la réalisation des droits des enfants et les exposent à de nouveaux risques de protections tels que la séparation familiale, la détresse psychosociale, les abus, l'exploitation et la violence, y compris le recrutement par les groupes armés et les violences sexuelles. La situation est d'autant plus inquiétante que les déplacements de population ont délité les mécanismes communautaires habituels de protection de l'enfant. Au moins 367,000 enfants affectés par la crise ont besoin d'une assistance, en plus des quelque 15 000 enfants réfugiés maliens et 3 000 rapatriés burkinabés signalés dans la région du Nord.

Les déplacements massifs des populations ont un impact sur l'accès des enfants aux principaux services de protection, notamment les services sociaux, d'éducation, de santé et autres, et les rendent vulnérables aux abus et à l'exploitation, notamment le recrutement par des groupes armés et l'exploitation dans les pires forme de travail. Les filles sont particulièrement exposées aux violences sexuelles, aux mutilations génitales féminines et aux mariages précoces. Les principales problématiques affectant les enfants dans le contexte de la crise sécuritaire sont notamment :

**La détresse psychologique et santé mentale :** Les enfants déplacés et ceux des communautés hôtes affectées voient leur vie quotidienne perturbée par le conflit, et leur capacité à surmonter leur détresse négativement affectée. Les rapports d'évaluation des besoins des populations affectées sont unanimes à reporter qu'au moins 90% des enfants sont dans le besoin d'un soutien psychosocial. Les acteurs ont pu apporter un soutien psychosocial à 58,189 enfants (dont 28,301 filles) déplacés internes et des communautés hôtes affectées mais les besoins restent énormes avec 328 189 enfants dont 270, 000 enfants nouveaux déplacé toujours en attente des services.

**Enfants non accompagnés et séparés :** De nombreux enfants (plus de 1000) ont perdu leurs parents lors des attaques.<sup>30</sup> De même, l'UNICEF assume que dans les situations de déplacements des populations, au moins 1,5% des enfants deviennent non accompagnés ou séparés de leur famille. Au 31 octobre 2019, 1,057 enfants non accompagnés et séparés avaient été identifiés et pris en charge y compris des enfants orphelins.

**Violences faites aux enfants :** La violence à l'égard des enfants est exacerbée par les déplacements et les conflits armés, y compris les risques que les filles et les femmes soient exploités sexuellement.<sup>31</sup> En référence aux données secondaires existantes, la violence sexuelle touche 3,1% des enfants âgés de 12-17 ans. Le principal

lieu d'exercice de la violence faite aux enfants est le domicile familial jusqu'à 94% pour certaines formes et le deuxième lieu est l'école.<sup>32</sup> 38% des violences sexuelles sont commis dans le cadre familial. Le mariage d'enfants touche plus d'une fille sur 2 dans la région du Sahel. Les rapports d'évaluation de la situation humanitaire ont rapporté de nombreux cas de filles victimes de mariage précoce dans les régions affectées. La violence physique affecte plus d'un enfant sur 2 dans la Boucle du Mouhoun et l'excision plus d'une fille sur 5 de 12-17 ans. Plus de 30000 enfants dans les régions affectées ont besoins des actions spécifiques de prévention et de réponse aux différentes formes de violences faites aux enfants.

**Justice pour les enfants et enfants associés aux forces ou aux groupes armés.** Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données précises sur les groupes qui recrutent et utilisent des enfants, des sources judiciaires indiquent la présence d'enfants dans les centres de détention pour association avec un groupe armé. En avril 2019, la presse avait indiqué l'existence des enfants parmi les personnes armées arrêtés au Togo et remises aux autorités.<sup>33</sup> Malgré les standards internationaux<sup>34</sup> qui traitent ces enfants comme des victimes, 11 enfants étaient détenus pour allégations d'appartenance à des groupes armés en décembre 2019 et 2 ont pu être réunifiés avec leurs familles. La fermeture des écoles dans les régions affectées devient un autre facteur aggravant contribuant à la vulnérabilité des enfants et à leur exposition à la violence, aux abus et à l'exploitation y compris notamment le recrutement et l'utilisation par des groupes armés.

**L'enregistrement des naissances** demeure un défi majeur surtout dans le contexte de déplacements des populations. Le CONASUR faisant état d'au moins 57% des enfants déplacés internes en besoin d'actes de naissance en septembre 2019. Le manque de statut juridique expose les enfants aux travaux dangereux. En 2016, 42,2 % des enfants de 5 à 14 ans travaillaient, selon l'Institut de statistique de l'UNESCO.<sup>35</sup> Plusieurs missions intersectorielles d'évaluation de la réponse ont indiqué que les enfants assument désormais la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille même si aucune estimation chiffrée n'est avancée.<sup>36</sup> Les enfants sont exploités dans les travaux domestiques, dans les pires formes de travail sur les sites d'orpaillage mais également à travers l'exploitation sexuelle. Les services sociaux ont été alertés sur des cas d'enfants déplacés mendiant dans les rues.<sup>37</sup>

Sous-secteur

**Violences Basées sur le Genre (VBG)****DANS LE BESOIN****240k****FEMMES****100%****AVEC UN HANDICAP****1,2%**

Dans un contexte socio-économique faible couplé avec un effondrement des mécanismes communautaires endogènes de protection par suite d'attaques ciblées, la compétition pour l'assistance et la pression des PDI sur l'accès aux ressources et aux services (services sociaux de base notamment, comme la santé et l'éducation), ainsi que sur les moyens de subsistance y compris la terre, pourrait générer de conflits avec les communautés locales. La conséquence immédiate de cette situation est qu'elle peut affecter la cohésion sociale et augmenter les risques des violences de manière générale et en particulier celles basées sur le genre (VBG).

En outre, la séparation des familles, la tendance au changement des rôles sociaux suite aux contraintes de déplacement forcé et la détérioration des conditions de vie pourront générer l'exposition des personnes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les autres personnes avec des besoins spécifiques, à de risques additionnels des violences basées sur le genre. Mentionnons que 85% des PDIs au Burkina sont des femmes et filles et 53% sont des enfants. Ce qui présage un nombre important des ménages dirigés par les femmes seules ou des mineurs à l'absence des chiffres exacts. On note que 25% de la population affectée sont des femmes et filles en âge de procréer (12-49 ans) avec des besoins spécifiques de protection dont l'accès aux serviettes hygiéniques et kits de dignité.

Différents rapports de mission des membres du sous-secteur VBG indiquent le recours à des stratégies négatives de survie. Aussi, il est fait cas d'une augmentation des risques des VBG comme les mariages forcés et précoces ainsi que les exploitations et abus sexuels pour des raisons économiques dans les régions du Centre Nord et du Sahel. La promiscuité dans les familles d'accueil, la concentration des PDIs dans les écoles et dans les camps temporaires exposent les femmes et filles aux risques de viol, les agressions sexuelles, les violences domestiques et conjugales, aux

difficultés de conserver la dignité, etc. Des cas de grossesses non désirées et précoces sont déclarées. Les femmes et filles, y inclus les mineurs non accompagnés ou femme seule chef de ménage, sont contraintes au sexe forcé pour la survie pour répondre aux besoins de leurs familles considérant leur rôle sexospécifique de nourricières.

Au Burkina Faso les cas de VBG sont sous-rapportés pour multiples raisons dont : le manque d'un système national de collecte et de gestion d'informations (GBVIMS), l'inaccessibilité géographique de certaines régions comme le Sahel suite aux contraintes sécuritaires, absence des sous-groupes sectoriels VBG au niveau des provinces, les contraintes sociales mais aussi le manque d'accès équitable aux services de prise en charge intégré, dont la couverture géographique et la qualité sont à améliorer. La fermeture des centres de santé suite à l'insécurité a réduit considérablement la capacité de réponse médicale et psycho sociale des survivants des VBG dans les régions du centre nord et du Sahel, laquelle était déjà jugée insuffisante avant la crise par les acteurs de protection. L'hébergement temporaire ou d'urgence ainsi que l'appui matériel et la réinsertion socioéconomique des survivants font partie des services les plus déficitaires.

L'amélioration des services de prise en charge et à l'accès aux services par les survivants ne seront possibles qu'à travers le renforcement de la coordination du sous-secteur VBG pour qu'elle soit plus efficace à jouer son rôle attendu au sein de l'inter secteur et son appui à l'équipe humanitaire dans la mise en œuvre de la centralité de la protection. Pour cela, il s'avère important d'avoir des ressources humaines dédiées à temps plein aux postes du lead et du Co-lead. L'attention sera portée sur les partenariats avec les organisations de la société civile particulièrement les organisations féminines dirigées par les femmes ainsi que leur renforcement des capacités techniques et organisationnelles pour mieux prévenir et répondre aux VBG en situation d'urgence mais aussi renforcer la résilience communautaire.

## 3.7

# Eau, Hygiène et Assainissement



DANS LE BESOIN

1,9M

FEMMES

52%

ENFANTS

59%

AVEC UN HANDICAP

1,2%

## Analyse des besoins humanitaires

En 2020, près de 1,9 millions de personnes (dont 52% femmes et filles) sont estimés avoir besoin d'assistance humanitaire en EHA. Les conditions de vie de ces personnes pourraient se dégrader si aucune assistance humanitaire n'était mise en place. Parmi ces personnes, 397 356 PDI (dont 52% femmes et filles) nécessitent une assistance humanitaire urgente en EHA pour limiter la détérioration de leur bien-être physique et mental et limiter le risque de développement d'épidémies.

Le taux de couverture des services d'accès à l'eau potable au Burkina Faso est faible et inégal dans le pays. En effet seulement 71% de la population a accès à une source d'eau améliorée au niveau national.<sup>38</sup> Parmi les cinq régions les plus affectées par la crise, deux régions sont en dessous de la moyenne nationale quant à l'accès à l'eau potable (le Sahel 59% et l'Est 55%). De plus, au sein de ces cinq régions, il existe de grandes disparités au niveau des communes et en considérant les mouvements de populations récents, 41 communes sur 159 voient 50% de leur population sans accès à des sources d'eau améliorées. Dans les treize communes accueillant plus de 20% des personnes déplacées, le taux d'accès à l'eau potable a diminué en moyenne de 11% (de 54% à 43%). La diminution étant bien plus marquée dans les villes les plus affectées, pouvant aller jusqu'à une diminution de 40% (ex. Barsalogo). Les communes les plus affectées sont celles de Namissiguima, Barsalogo, Djibo, Dablo et Kelbo situées dans le Centre Nord et le Sahel, où plus de 300,000 personnes (dont plus de 185,000 personnes déplacées) nécessitent une assistance d'urgence en EHA.

Au Burkina Faso, les infrastructures d'assainissement respectant les normes nationales sont peu nombreuses. Le taux de couverture en assainissement est de moins de 40% et lorsque les populations se déplacent suite à l'insécurité, elles pratiquent pour la majorité la défécation à l'air libre par manque d'infrastructures disponibles (70% de la population déplacées selon les MSA conduites par les équipes RRM dans les zones de déplacement).<sup>39</sup>

D'après les études MSA des équipes RRM, le niveau de connaissance des pratiques d'hygiène reste faible parmi les personnes récemment déplacées. 13% seulement identifient trois moments clés du lavage des mains. La construction de latrines prenant en compte la question du genre et du handicap couplée avec un accompagnement des populations pour un changement de comportement sera nécessaire

pour réduire le taux de défécation à l'air libre et ainsi limiter le risque épidémique et la propagation de maladies hydriques.

Une partie des populations déplacées ont trouvé refuge dans des écoles. Ce sont aujourd'hui 62 écoles qui sont utilisées comme abris collectifs et accueillent 44 000<sup>40</sup> personnes déplacées. Dans le cas des établissements publics, lors de la relocalisation des personnes déplacées sur des sites, les services d'eau et d'assainissement doivent être rétablis car les infrastructures sont majoritairement endommagées suite à une surutilisation. Ces sites de relocalisation, qui abritent aujourd'hui 4 500 personnes,<sup>41</sup> n'ont généralement pas les services adéquates pour permettre un accès à l'eau et à l'assainissement et nécessitent des interventions pour s'assurer que les standards Sphère sont respectés. Au cours des derniers mois, de nouveaux sites aménagés ont été mis en place pour accueillir le nombre grandissant de déplacés, et il est probable que cette tendance s'accroisse dans les mois à venir. Des relocalisations sont actuellement en cours, ou envisagées pour Barsalogo, Kongoussi, Pissila, Kaya (Centre Nord) et Titao (Nord).

Dans les régions affectées par la crise, les infrastructures d'assainissement et d'approvisionnement en eau ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins des PDI qu'ils soient sur site, dans les familles d'accueil, sous tente, dans les établissements publics (écoles, centres de santé, mosquées, etc.), ou sans abris. Ces infrastructures sont pressurisées et il y a un risque de dégradation rapide avec un impact à la fois pour les personnes déplacées et les communautés hôtes.

Les 15 667 réfugiés vivant dans les camps de Goudoubo et Mentao nécessitent une assistance EHA afin d'améliorer et de maintenir le niveau de services jusque-là fournis. En effet, alors que la couverture en assainissement permet d'atteindre des ratios acceptables, 20% des réfugiés n'ont pas accès à 20 litres d'eau par jour.<sup>42</sup> Les défis principaux dans le maintien de services eau et assainissement sont liés à la surutilisation des infrastructures.

1.3% de la population affectée est en situation de handicap et 52% de la population dans le besoin sont des femmes et des filles. Il est donc nécessaire de prendre en compte les vulnérabilités et les besoins spécifiques de ces groupes dans les interventions EHA avec des infrastructures séparées, adaptées et situées dans des lieux acceptables par ces groupes, afin d'assurer l'accès aux services d'eau et d'assainissement et de limiter les risques.

Les tendances rapportées par les acteurs de santé ont montré une augmentation importante des cas de maladies diarrhéiques qui liées aux conditions précaires de sécurité alimentaire ont un impact sur la situation nutritionnelle des populations déplacées.

Enfin, la dernière épidémie de choléra en 2012 qui avait affecté principalement la région du Sahel a mis en évidence la vulnérabilité des populations face aux épidémies. Dans la situation actuelle où les risques sont exacerbés et il est nécessaire d'assurer une réponse EHA urgente dans les zones les plus vulnérables afin d'endiguer tout risque d'épidémie.

### **Projection des besoins**

Les besoins en eau et assainissement vont probablement continuer d'augmenter dans les prochains mois. Les projections des chiffres de personnes déplacées internes pour les six prochains mois (jusqu'à 900 000 personnes déplacées interne au total) pourraient accentuer la pression sur les ouvrages et services EHA qui sont déjà insuffisants

pour les populations actuelles. Cette surutilisation de ressources limitées pourrait augmenter les tensions communautaires et le risque d'épidémie. En parallèle, si le nombre de déplacés continue de croître, de plus en plus des sites aménagés pourraient voir le jour à mesure que les ménages hôtes atteignent leur capacité d'accueil maximale. Les besoins seront d'autant plus importants qu'il est fort probable qu'il n'y aura peu voire pas d'infrastructures initiales sur ce type de sites.

La dégradation de la situation sécuritaire pourrait aussi avoir un impact sur l'accès humanitaire réduisant ainsi la capacité de répondre aux besoins urgents des populations. L'accès à certaines zones pose d'ores et déjà des problèmes pour assurer l'assistance humanitaire nécessaire aux populations. Ceci pourrait aussi conduire à des mouvements de populations vers les zones accessibles, augmentant d'autant plus la pression sur les infrastructures présentes et exacerbant les besoins existants.

## Partie 4

# Annexes

### **BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*Sur le site de déplacés de Barsalogho, des enfants dans un espace d'apprentissage temporaire bénéficient d'activités ludiques et pédagogiques. Photo: UNICEF/Hadrien Bonnaud*



# Sources des données

1. Un coup d'État a été avorté en septembre 2015.
2. Le G5 Sahel a créé en 2017 une force multinationale conjointe composée de troupes provenant de ses cinq États membres (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) ayant vocation à être déployée dans la zone dite des « trois frontières » entre le Burkina Faso, le Mali, et le Niger.
3. Analyse SOS Oct 2018
4. Etude d'analyse budgétaire globale sur les secteurs de la sécurité et de la défense, CIFOEB, Septembre 2019
5. Tableau de bords des statistiques du tourisme 2017, Observatoire National du Tourisme, Août 2018.
6. R-CAP : Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du liptako-gourma, Fev 2019
7. Rapport de suivi-évaluation de l'état d'installation de la campagne agropastorale 2019/2020 et de la situation alimentaire et nutritionnelle courante des ménages, Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-Agricoles, Juillet 2019
8. Enquête multisectorielle continue 2014, INSD, Novembre 2015
9. Enquête multisectorielle continue 2014, INSD, Novembre 2015
10. MENIFID/INSD, Rapport EMC, 2015.
11. Rapport 2016 sur les droits humains au Burkina Faso. Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la promotion Civique.
12. <http://unfccc.int/resource/docs/napa/bfa01f.pdf>
13. Rapport de lutte contre la chenille legionnaire d'automne au burkina faso campagne agricole 2018-2019, MAAH, octobre 2018
14. Enquête multisectorielle continue 2014, INSD, Novembre 2015
15. Enquête multisectorielle continue 2014, INSD, Novembre 2015
16. MENIFID/INSD, Rapport EMC, 2015.
17. Rapport 2016 sur les droits humains au Burkina Faso. Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la promotion Civique.
18. <http://unfccc.int/resource/docs/napa/bfa01f.pdf>
19. Rapport de lutte contre la chenille legionnaire d'automne au burkina faso campagne agricole 2018-2019, MAAH, octobre 2018
20. Le groupe de soutien à l'islam et aux Musulmans (GSIM) et L'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS), Ansaroul Islam, le Front de libération du Macina et autour d'eux gravitent des petits groupes plus ou moins structurés (Criminels, trafiquants d'or, de drogue, cigarette, d'ivoire, braconniers, etc.) Nous pouvons donc affirmer que ce n'est pas un front uni même si parfois il y a alliance entre ces deux grands groupes.
21. Mission permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies, « Déclaration de S.E.M. Alpha Barry, Ministre des Affaires Etrangères, la Coopération et des Burkinabè de l'extérieur du Burkina Faso au Briefing du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la paix et la sécurité en Afrique », New York, 30 octobre 2017, [https://www.un.int/burkinafaso/statements\\_speeches/d%C3%A9claration-de-sem-alpha-barry-ministre-des-affairesetrang%C3%A8res-de-la-0](https://www.un.int/burkinafaso/statements_speeches/d%C3%A9claration-de-sem-alpha-barry-ministre-des-affairesetrang%C3%A8res-de-la-0) (consulté le 23 avril 2018).
22. R-CAP : Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du liptako-gourma, Fev 2019
23. International Crisis group : Le Sahel central au cœur de la tempête. Rapport Afrique n°227. Juin 2015.
24. Tableau de bord de la gouvernance, INSD, Edition 2018
25. Plan de réponse humanitaire révisé, Juillet 2019
26. Rapport d'analyse de l'Observatoire Nationale des conflits communautaires, 2017.
27. Situation de harcèlement dans les formations sanitaires liée au contexte sécuritaire, Ministère de la santé, 27 septembre 2019

## Nombre d'évaluations

### NOMBRE D'ÉVALUATIONS

# 37

### PARTENAIRES

# 8

	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Nutrition	Protection	Abris/NFI	EHA	HEAT	Total
Cascades	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Boucle du Mouhon	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Hauts-Bassins	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Sud-Ouest	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Centre-Ouest	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Sud	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Sahel	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Centre-Est	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Est	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Centre	2	2	2	2	2	2	2	2	2

## Nombre d'évaluations par secteur

CLUSTER	TYPE D'ÉVALUATION	RÉGIONS	PÉRIODES	PARTENAIRES	CHEF DE FILE
<b>Sécurité alimentaire</b>	Enquêtes PDM DES Projets d'urgence OSRO/BKF/801/SWE, OSRO/BKF/901/FRA, OSRO/BKF/803/SWI, GCP/RAF/516/EC	Nord, Centre Nord, Sahel, Est	Fin février-fin mars	Sercives déconcentrés de l'Etat en charge des ressources animales et ONGSS partenaires de mise en œuvre des projets	FAO
	Evaluation à mi-parcours du projet GCP/RAF/516/EC	Nord, Sahel, Est	Début mai-fin juillet	Sercives déconcentrés de l'Etat en charge des ressources animales et ONGSS partenaires de mise en œuvre des projets	FAO
	Evaluation finale des projets OSRO/BKF/901/FRA, OSRO/BKF/803/SWI	Centre Nord, Sahel	Début Mars- fin juin	Sercives déconcentrés de l'Etat en charge des ressources animales et de l'agriculture, et ONGSS partenaires de mise en œuvre des projets	FAO
	Etude de marchés pour les projets OSRO/BKF/801/SWE, GCP/RAF/516/EC	Nord, Centre Nord, Sahel, Est	Debut mai-fin juillet	Mairies, gestionnaires des marchés, SIM	FAO
	Etude sur l'impact de l'insécurité sur les activités de production végétale	13 régions	Fin fevrier-fin avril	SE/CNSA	FAO
	Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	National	JANVIER 2020	DGESS	PAM

CLUSTER	TYPE D'ÉVALUATION	RÉGIONS	PÉRIODES	PARTENAIRES	CHEF DE FILE
<b>Sécurité alimentaire</b>	Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	National	Septembre 2020	DGESS	PAM
	Crops and Food Security Assessment Mission	National	Septembre 2020	DGESS	FAO / PAM
	Indeph Market Assessment	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Mars 2020	DGESS	PAM
	Evaluation de la sécurité alimentaire urbain Ouaga	OUAGA/KAYA	Avril 2020	DGESS	PAM
	Food Security Monitoring System	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Mars 2020	TPM	PAM
	Food Security Monitoring System	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Mars 2020	TPM	PAM
	Food Security Monitoring System	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Mars 2020	TPM	PAM
	Food Security Monitoring System	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Mars 2020	TPM	PAM
	VAM	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Avril 2020	PAM	PAM
	Post Distribution Monitoring Réfugiés	Sahel	Décembre 2020 / Juin 2020	TPM	PAM
	Post Distribution Monitoring IDP	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Juillet 2020 / Décembre 2020	TPM	PAM
	Post Distribution Monitoring Soudure	Nord, Centre-Nord, BM, Est et Sahel	Juillet 2020 / Décembre 2020	TPM	PAM
	Évaluation Finale du Projet EA 19 2019 « Projet de prise en charge de 2 000 ménages déplacés Internes hors camp et des communautés d'accueil suite à la crise sécuritaire dans les Diocèses de Dédougou, Dori, Fada N'Gourma, Kaya, Nouna et Ouahigouya au Burkina Faso. »	Centre Nord, Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel, Est	Juin 2020	OCADES SED Dedougou, OCADES SED Nouna, OCADES SED Ouahigouya, OCADES SED Kaya, OCADES SED Fada, OCADES SED DORI	Secrétariat Général OC-ADES Caritas Burkina
	Évaluation Post Distribution (PDM) de la première distribution du « Projet de prise en charge de 2 000 ménages déplacés Internes hors camp et des communautés d'accueil suite à la crise sécuritaire dans les Diocèses de Dédougou, Dori, Fada N'Gourma, Kaya, Nouna et Ouahigouya au Burkina Faso. »	Centre Nord, Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel, Est	Janvier 2020	OCADES SED Dedougou, OCADES SED Nouna, OCADES SED Ouahigouya, OCADES SED Kaya, OCADES SED Fada, OCADES SED DORI	Secrétariat Général OC-ADES Caritas Burkina
	Évaluation des besoins des PDI dans cinq régions affectées par la crise sécuritaire	Centre Nord, Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel, Est	Février 2020	OCADES SED Dedougou, OCADES SED Nouna, OCADES SED Ouahigouya, OCADES SED Kaya, OCADES SED Fada, OCADES SED DORI	Secrétariat Général OC-ADES Caritas Burkina
Évaluation Post Distribution (PDM) de la deuxième distribution du « Projet de prise en charge de 2 000 ménages déplacés Internes hors camp et des communautés d'accueil suite à la crise sécuritaire dans les Diocèses de Dédougou, Dori, Fada N'Gourma, Kaya, Nouna et Ouahigouya au Burkina Faso. »	Centre Nord, Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel, Est	Juin 2020	OCADES SED Dedougou, OCADES SED Nouna, OCADES SED Ouahigouya, OCADES SED Kaya, OCADES SED Fada, OCADES SED DORI	Secrétariat Général OC-ADES Caritas Burkina	
Évaluation Finale du Projet d'assistance alimentaire et d'approvisionnement en eau potable et assainissement des populations du Sahel (Diocèse de Dori) affectées par la crise sécuritaire.	Sahel	Mars 2020	OCADES SED Dori	Secrétariat Général OC-ADES Caritas Burkina	
Rapide évaluation de la situation de sécurité alimentaire	Bam (Centre-Nord)	Mars 2020	Non-défini	WHH	

CLUSTER	TYPE D'ÉVALUATION	RÉGIONS	PÉRIODES	PARTENAIRES	CHEF DE FILE
<b>Santé</b>	Evaluation trimestrielle de la performance des ASBC en matière de PCIME communautaire	Sahel (Djibo, Dori) Centre-Nord (Kaya, Tougouri, Kongoussi)	Mai, septembre, Décembre 2020	Consortium Croix-Rouge-MDME, DS Djibo, Dori, Kongoussi, kaya, Tougouri	Croix-Rouge
	Evaluation de la précocité des dépistages et admissions des cas de malnutrition aiguë sévère dans le programme nutritionnel (% des cas admis avec un PB compris entre 110 et 115mm)	Sahel (Djibo, Dori) Centre-Nord (Kaya, Tougouri)	Septembre, Décembre 2020	Consortium Croix-Rouge-MDME, DS Djibo, Dori, Kaya, Tougouri	Croix-Rouge
	Evaluation des Formations sanitaires respectant les seuils de performance en matière de prise en charge de la malnutrition aiguë	Sahel (Djibo, Dori) Centre-Nord (Kaya, Tougouri)	Septembre, Décembre 2020	Consortium Croix-Rouge-MDME, DS Djibo, Dori, Kaya, Tougouri	MDME
	Evaluation des formations sanitaires où le programme nutritionnel est intégrée	Sahel (Djibo, Dori) Centre-Nord (Kaya, Tougouri)	Septembre, Décembre 2020	Consortium Croix-Rouge-MDME, DS Djibo, Dori, Kaya, Tougouri	MDME
	Evaluation à mi-parcours du projet intégré de santé communautaire dans le district sanitaire de Mangodara	Comoé (District sanitaire de Mangodara)	Mars-Avril 2020	Croix-Rouge Burkinabè-Croix-Rouge de Belgique	Croix-Rouge
	Evaluation à mi parcours du projet PASANAD Nutrition Poni	Sud-Ouest	Août 2020	consortium CRE CRB CRBF	CRB
	HeRAMS	Sahel, Centre Nord, Nord, Boucle du M., Est	Janvier-Mars 2020 / Octobre-Décembre 2020	OMS, MSP	OMS
	Evaluation des besoins sanitaires	Sahel, Centre Nord, Nord, Boucle du M., Est	Janvier-Avril 2020	OMS, CORUS	OMS
	HESPER	Sahel, Centre Nord, Nord, Boucle du M., Est	Avril-Mai 2020	OMS, MSP	OMS
	PHSA	Sahel, Centre Nord, Nord, Boucle du M., Est	Février 2020	OMS	OMS
	Evaluation district sanitaire santé-nutrition	Est	1er semestre 2020	PUI	PUI
	Evaluation district sanitaire santé-nutrition	Centre-Est	1er semestre 2020	PUI	PUI
<b>Coordination</b>	Evaluation Multi cluster des besoins	National	Mai-Octobre 2020	ICCG	REACH/ ACTED



**BARSALOGHO, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO**

*A Barsalogho (ville), un enfant joue devant sa maison.*

*Photo: UNICEF/Hadrien Bonnaud*

## Méthodologie

L'inter-secteurs élargi aux gestionnaires de l'information et aux personnes des ONG internationales et nationales s'est réuni début de processus pour échanger sur les meilleurs moyens de faire une estimation des personnes dans le besoin, tenant compte des nouvelles orientations au niveau globale. La méthodologie utilisée a permis de tirer profit de l'ensemble des données disponibles pour estimer le nombre de personnes dans le besoin humanitaire, aigu ou non, au niveau de chaque commune et pour chacun des groupes de populations affectées. La sévérité des besoins a quant a aussi été estimée à l'échelle des communes, également pour les deux conséquences humanitaires principales (survie et conditions de vie).

### Méthodologie d'estimation du nombre de personnes dans le besoin (PIN)

#### Hypothèses de base

L'estimation du PIN du pays est basée sur 2 conséquences humanitaires retenues qui sont :

- Survie
- Conditions de vie

La méthodologie part de l'hypothèse selon laquelle les personnes qui ont des problèmes affectant leur bien-être physique et mental sont également confrontées à des problèmes affectant leur niveau de vie.

#### Sélection des indicateurs

Pour estimer les PIN, l'Intersecter en lien avec le groupe de travail Gestion de l'information a sélectionné un ensemble d'indicateurs pour chacune des conséquences hu-manitaires. Le choix des indicateurs a tenu compte des critères suivants :

**Pertinence** : relation claire entre l'indicateur et la conséquence humanitaire concernée.

**Couverture** : l'indicateur est mesurable à l'échelle des communes pour la population en général et à l'échelle des communes pour les groupes de population (PDI, réfugiés, population hôte et celle restée dans les localités affectées par l'insécurité).

**Exclusivité** : les indicateurs ne sont pas redondants ; chaque indicateur mesure quelque chose qui n'est pas pris en compte par les autres indicateurs.

#### Estimation du PiN intersectoriel par type de conséquence humanitaire

Le calcul du PiN par type de conséquence humanitaire a été effectué par commune et par groupe de population (PDI, communautés d'accueil, population restée dans les localités affectées par l'insécurité, réfugiés). Pour chaque type de conséquence humanitaire et groupe de population, les étapes pour le calcul du PiN ont été suivies.

## Estimation des PINs et sévérités par secteur

### Abri/AME

Plusieurs indicateurs ont été identifiés pour l'analyse du degré de sévérité des besoins par communes. Ils permettent d'avoir un aperçu de la situation humanitaire en termes de population affectée et ampleur de la crise, impact sur les populations. Une revue des données documentaires a permis de renseigner ces indicateurs et d'attribuer des degrés de sévérité pour chacun d'un afin de déterminer le degré de sévérité et impact de la crise sur les populations au niveau des communes. Les seuils utilisés ont été discutés avec les experts pour validation avant compilation des données pour analyse. L'analyse s'est faite sur une échelle de 1 à 5, l'échelle 1 représentant un degré de sévérité minimal et 5 étant le degré de sévérité le plus élevé à savoir une situation catastrophique.

Une estimation des personnes dans le besoin a ensuite été faite sur cette base prenant en compte le degré de sévérité par localités et conséquences humanitaires pour chacun des groupes de population :

- Besoins liés au bien-être physique et mental des populations pour les PDI et populations hôtes
- Besoins liés aux conditions de vie des PDI et populations hôtes
- Besoins spécifiques pour les groupes de population les plus

vulnérables en abris/ AME

### CADRE D'ANALYSE

#### 1. INDICATEURS UTILISÉS POUR ANALYSER LE CONTEXTE HUMANITAIRE

- Ampleur de la crise en termes de population : Ratio personnes déplacées internes vis-à-vis des populations hôtes (source OCHA)
- Évolution de la crise : Nouveaux déplacés accueillis les 3 derniers mois (source OCHA, juin-out) Calcul du nombre de nouveaux déplacés enregistrés fin août comparés au nombre total de PDI rapportés en Juin
- Zones les plus affectées par les conflits : Nombre d'incidents liés aux conflits (src ACLED, Jan-Aout) : catégorisation du degré de sévérité sur une échelle de 1 à 5 ; Nombres de décès chez les civils suite aux incidents liés aux conflits (src ACLED, Jan-Aout) ; Zones exposées aux IED (src ACLED, Jan-Aout)

#### 2. INDICATEURS SPECIFIQUES AU SECTEUR

- # de PDI vivant dans les abris précaires/ temporaires (école, église, mosquée, sans toit, logement de fortune)
- % ménage ayant rapporté les AME comme principale priorité
- % de ménage ayant rapporté les abris comme principale priorité
- # de ménage ayant rapporté des maisons ou abris endommagés détruits.

1	2	3	4	5
Pas de problème	Stress	Sévère	Extrême	Catastrophique
Population totale du pays				
	Nombre de personnes affectées			
		Personnes en besoin		

## Estimation des PINs et sévérités par secteur

### Éducation

Les annuaires statistiques 2019-2020 du Ministère de l'Éducation n'étant pas encore finalisés et les effectifs des écoles étant encore instables au mois d'octobre (rentrée scolaire), pour avoir son PiN le GT ESU a utilisé des estimations en fonction de la recommandation du Cluster Global dans le contexte des pays sans données à jour. A ce stade il nous est difficile d'établir la sévérité de besoins selon le schéma proposé mais le PiN est disponible. Pour évaluer les vulnérabilités sectorielles au niveau de chaque commune, il sera utilisé un système des côtes d'alertes quand les données de l'éducation seront disponibles (novembre-décembre). Les côtes

d'alerte permettront d'évaluer la sévérité de besoins ou vulnérabilités à l'aide des indicateurs repris dans le tableau ci-après.

Les chiffres obtenus sont des estimations basées sur le nombre total des personnes affectées par les crises (déplacés internes, communautés hôtes et autres personnes affectées) fourni par OCHA sur base des recensements du CONASUR pour les 5 régions identifiées comme prioritaires.

Les personnes dans le besoin (100% des enfants en âge scolaire/3-17 ans) représentent 43 % des personnes déplacées internes et des autres personnes affectées ainsi que 10% du nombre total des enfants déplacés internes en âge scolaire.

## SYSTEME DE SCORING VULNERABILITES

N°	INDICATEURS EDUCATION	Sévérité de besoins				
		URGENT		CRISE		
		1	2	3	4	5
1	% d'enfants déplacés non-scolarisés ou % d'enfants retournés non-scolarisés	<20%	30%	40%	50%	>60%
2	% d'enfants de la communauté d'accueil non-scolarisés	<20%	30%	40%	50%	>60%
3	% de salles de classe avec toiture ou mur détruit	<10%	20%	30%	40%	>50%
4	% de pupitres ou bancs fixes nécessaires (détruits ou non-existants)	<10%	20%	30%	40%	>50%
5	% d'enseignants qui encadrent plus de 55 élèves par classe	<10%	20%	30%	40%	>50%
6	% d'enfants qui doivent parcourir plus de 2 km pour accéder à l'école la plus proche	<5%	5%	10%	20%	>30%

Le tableau ci-dessous présente les détails sur le PiN Education

ANNEE	TOTAL POP PDI	TOTAL PIN ENFANTS PDI NON SCOLARISÉS (43% DU TOTAL PDI)	TOTAL PIN ENFANTS COMMUNAUTÉS HÔTES (10% DU TOTAL ENFANTS PDI NON SCOLARISÉS)	TOTAL AUTRES POP AFFECTÉES PAR L'INSÉCURITÉ
2020	668,522	287,455	28,746	216,949

ANNEE	TOTAL PIN ENFANTS ISSUS DES AUTRES POP AFFECTÉES PAR L'INSÉCURITÉ (43% DU TOTAL )	TOTAL PIN	TOTAL POPULATIONS AFFECTÉES	% PIN
2020	93,288	<b>409,499</b>	885,471	46,2%

**EHA****Rappel des indicateurs**

- Pour l'eau : « % de personne ayant accès à l'eau potable »
- Pour l'assainissement : « % de personne ayant accès à l'assainissement »

**Méthode de calcul du PiN :****Etape 1 : renseignement de l'indicateur :****Pour l'eau**

**Hypothèse** : Les standards nationaux sont retenus puisqu'ils sont considérés plus représentatifs de la situation réelle du pays par rapport aux standards Sphère (en effet le débit des ouvrages, qui sont souvent faibles et ne permettent pas d'atteindre les standards Sphère).

Pour calculer les nouveaux taux d'accès (à la suite de l'afflux des PDI) : Pour chaque commune, on considère le taux d'accès 2018 ramenés à la nouvelle population (population non déplacée et PDIs. Pour les communes qui n'ont pas accueilli des IPD : on applique le taux d'accès de la base de données INO 2018 ramenées à la population 2019.

L'impact de la crise se manifeste donc sur la répartition géographique du taux d'accès : le taux d'accès diminue pour les communes (les villes/villages au sein d'une même commune) qui accueillent beaucoup de PDI et augmente pour les communes (les villes/villages au sein d'une même commune) qui « perdent » une partie de leur population en raison des départs des PDI.

**Formule** : Nouveaux taux d'accès = population initiale / nouvelle population (non déplacée + déplacée) \* taux d'accès initial. A noter : pour la « population initiale » la population de 2018 est considérée.

TAUX D'ACCÈS		
Population initiale	65%	64%
PDI	60%	
Nouvelle population	50%	51,2%

**Choix des seuils pour la sévérité WASH**

INDICATEUR/ PHASE DE SÉVÉRITÉ	1	2	3	4	5
	Modéré	Stress	Sévère	Extrême	Catastrophique
% de personnes ayant accès à l'eau potable	>85%	65% - 85%	55% - 65%	35% - 55%	<35%
% de personnes ayant accès à l'assainissement	>80%	50% - 80%	55% - 50%	7,5% - 25%	<7,5%
% de PDIs par communes	<1%	1% - 5%	5% - 15%	15% - 20%	>20%

**Limitations de l'analyse :**

- Les hypothèses de calculs peuvent s'avérer approximatives quant à l'accès aux services car la répartition n'est pas toujours équitable
- La pondération pour la prise en compte de l'impact sur la communauté hôte peut être optimiste

**Pour l'assainissement :**

**Hypothèse** : Les critères nationaux de taux d'accès sont très stricts car ils ne prennent en compte que les ouvrages améliorés, alors que pour le calcul du taux d'accès le secteur EHA a considéré tout type d'ouvrage construit depuis 2015 selon la base des données nationale, prenant le ratio de 20 personnes par ouvrage. Les hypothèses suivantes ont été prises :

- Chaque latrine existante est considérée hygiénique
- Toutes latrines construites depuis 2015 sont considérées comme toujours existantes et fonctionnelles (on considère que les latrines qu'ont pu se dégrader ont été remplacées par d'autres latrines).

Le taux d'accès à l'assainissement prendra en compte le nombre total d'ouvrage répertoriés à partir 2015 jusqu'à 2018 par commune, auxquels on rajoute les nouvelles latrines réalisées par les ONG en 2019, divisé par la population référence de 2018.

Le nouveau taux d'accès sera ainsi calculé selon la même méthode que pour l'accès à l'eau.

**Etape 2 : calcul du PiN**

Pour la population PDIs : on considère que 100% des PDIs qui n'ont pas accès sont dans le besoin.

Pour la communauté hôtes et les autres populations affectées par l'insécurité, on applique le taux d'accès sur une partie de la population, définie selon la pondération suivante :

PROPORTION PDI/HÔTES	% COMMUNAUTÉS
> 20%	65%
15 - 20%	60%
5 - 15%	50%
1 - 5%	30%
<1%	10%

- Le calcul n'est pas désagrégé au niveau village, or, l'impact de la crise varie beaucoup d'une zone à l'autre à l'intérieur de la même commune.
- Les données disponibles ne permettent pas de mettre en évidence les besoins spécifiques des femmes et des filles quant à la problématique de l'hygiène menstruelle.

### Nutrition

L'estimation des besoins a été appliquée sur la population de 2020 des régions ciblées. La détermination de la cible pour les MAM et MAS a utilisé les prévalences de la SMART 2018, majoré par un facteur de multiplication tenant compte du nombre de déplacés, de la sévérité de l'insécurité alimentaire sur la base des données du cadre harmonisé ainsi que la précarité sahélienne. Un facteur d'incidence de 2,6 a été considéré pour l'estimation des cas de MAS contre 1,5 pour les MAM.

### Protection

Plusieurs indicateurs ont été identifiés pour l'analyse du degré de sévérité des besoins par communes. Ils permettent d'avoir un aperçu de la situation humanitaire en termes de population affectée et ampleur de la crise, impact sur les populations et risques de protection liés (risques pour les enfants, femmes et protection de l'enfance).

Une revue des données documentaires a permis de renseigner ces indicateurs et d'attribuer des degrés de sévérité pour chacun d'un afin de déterminer le degré de sévérité et impact de la crise sur les populations au niveau des communes. Les seuils utilisés ont été discutés avec les experts pour validation avant compilation des données pour analyse.

### Santé

La stratégie de ciblage des personnes dans le besoin a pris en compte les conditions de vie impactées par le pourcentage de formations sanitaires fermées et l'indicateur de la survie qui se calcule sur le pourcentage d'accouchement assisté par un personnel soignant qualifié qui reflète l'accès aux services de soins de santé primaires et secondaire de ce groupe vulnérable.

Pour le pourcentage de formations sanitaires fermées, le calcul se réfère aux proportions des personnes touchées par la fermeture des formations sanitaires avec une hypothèse que cent pour cent des personnes déplacées internes sont privées d'accès aux soins et 80% d'autres populations affectées par l'insécurité seront touchées.

Pour ce qui concerne la population hôte une proportion basée sur les données de base a été appliquée prenant en compte un coefficient constant par district sanitaire à appliquer à la population de chaque commune.

Pour les zones d'urgence, les accouchements attendus pour 2020 ont été estimés en appliquant un coefficient des grossesses attendus de 4.6 % pour une population totale projetée pour 2020, puis application d'un coefficient des femmes qui n'auront pas accès à un accouchement assisté par un personnel qualifié par commune du à la crise sachant que cela varie selon les districts en se référant aux données de base d'accouchement assisté par un personnel qualifié par district que l'on rapporte à la commune.

50% des personnes des familles d'accueil sont ciblées (s hommes, femmes, filles et garçons vulnérables) pour des besoins de services d'urgence et afin d'assurer l'équité d'accès aux soins des vulnérables.

### Sécurité alimentaire

Le Secteur sécurité alimentaire a calculé le nombre des personnes en besoin selon 3 catégories :

1. Le nombre total de personnes en phase 3-5 du CH dans les zones en crise (1,3 Millions) est estimé sur la base de la phase projeté. Le CH considère tous les indicateurs de sécurité alimentaire, la crise et la réponse humanitaire.
2. Le total des PDI, estimé en projection linéaire à 730.000 personnes en besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Le parce SCA (index de consommation alimentaire) est utilisé à cet effet.
3. Les ménages hôtes, estimé à 1 million, calculé sur la base d'un PDI qui impacte 1.25 personne hôte.

Pour un PIN total de 1,7 millions, en considérant les PDI et les communautés hôtes déjà compris dans la phase 3-5, dont 1 million en besoin d'un aide alimentaire d'urgence et 1,7 millions en besoin d'une aide aux moyens d'existence, en considérant que les mêmes personnes peuvent rentrer dans les deux catégories.

# Lacunes et limitations des informations

## Santé et Nutrition

Le mouvement de grève sur le territoire national des agents de santé incluant les zones affectées, n'a pas permis d'accéder à des données exhaustives pouvant permettre une analyse des indicateurs dans sa profondeur afin de dégager le besoin réel. Nous sommes conscients dans la limitation d'exactitude des besoins qui seraient plus élevé par rapport à ce qui est partagé. Néanmoins, les secteurs de la santé et de la nutrition vont rester très vigilants et informer les partenaires régulièrement à travers les outils mis en place pour évaluer les besoins des populations affectées et mettre une stratégie appropriée de réponse

## Eau, Hygiène et Assainissement

Les informations disponibles concernant l'accès à l'eau et l'assainissement datent de 2018 et ont donc permis de définir les besoins qu'en extrapolant l'accès aux services en lien avec les nouveaux chiffres de populations. Les hypothèses utilisées ne prennent pas en compte les défis d'accès à l'assainissement pour lequel les infrastructures ne sont pas partagées de manière équitable. De plus, l'évolution rapide du taux d'accès à l'eau potable en lien avec

les pannes d'ouvrage peut aussi évoluer rapidement. Enfin, l'absence de données spécifiques pour les groupes vulnérables de la population (femmes, filles, personnes en situation de handicap, personnes âgées) n'ont pas permis de mettre en évidence l'impact de la crise sur leurs besoins spécifiques.

### KAYA, RÉGION DU CENTRE-NORD, BURKINA FASO

Dans une salle de classe à Kaya, au nord du Burkina Faso.  
Photo: OCHA/Giles Clarke



# Acronymes

<b>AGDM</b>	Age, Gender, Diversity Mainstreaming	<b>IPC</b>	Integrated Food Security Phase Classification
<b>AGIR</b>	Alliance Globale pour la Résilience	<b>JAM</b>	Joint Assessment Mission
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenu	<b>MAG</b>	Malnutrition Aiguë Globale
<b>BSFP</b>	Blanket Supplementary Feeding Programme (Programme d'alimentation complémentaire de couverture)	<b>MAM</b>	Malnutrition Aiguë Modérée
<b>CERF</b>	Central Emergency Response Fund	<b>MAAH</b>	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles
<b>CMR</b>	Crude Mortality Rate (Taux brut de mortalité)	<b>MAS</b>	Malnutrition Aiguë Sévère
<b>CONASUR</b>	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation	<b>MENAPLN</b>	Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
<b>CPSA</b>	Comité de Prévision de la Situation Alimentaire	<b>MIRA</b>	Multi-cluster Sector Initial Rapid Assessment
<b>IEC</b>	Information, Education and Communication	<b>MOU</b>	Memorandum of Understanding
<b>C4D</b>	Communication for Change	<b>MFSNFHA</b>	Ministère de la Femme, Solidarité nationale, Famille et de l'Action Humanitaire
<b>CH</b>	Cadre Harmonisé	<b>OCHA</b>	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
<b>DGRE</b>	Direction Générale de l'Eau	<b>OIM</b>	Organisation Mondiale de la Migration
<b>EAE</b>	Espaces Amis d'Enfants	<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>EAFGA</b>	Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés	<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ECHO</b>	European Commission's Humanitarian Aid and Civil Protection Department	<b>ONGI</b>	Organisation Non Gouvernementale Internationale
<b>EDS IV</b>	Enquête Démographique et de santé	<b>ONGN</b>	Organisation Non Gouvernementale Nationale
<b>EFSA</b>	Emergency Food Security Assessment (Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence)	<b>OOSC</b>	Out Of School Children (Enfants en dehors du système éducatif)
<b>ENA</b>	Enfant Non Accompagné	<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>ENIAM</b>	Enquête Nationale sur l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition	<b>IDP</b>	Personne Déplacée Interne
<b>EPA</b>	L'enquête Permanente Agricole	<b>PE</b>	Protection de l'Enfant
<b>ESNA</b>	Enfants séparés et non accompagnés	<b>PEC</b>	Prise en Charge
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization	<b>PEV</b>	Programme Elargi de vaccination
<b>F.CFA</b>	Francs des Communautés Financières d'Afrique	<b>PNSAN</b>	Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle
<b>FTS</b>	Financial Tracking System	<b>PNDES</b>	Plan National de Développement Economique et Social
<b>GBV</b>	Gender-based violence	<b>POC</b>	Persons of Concern (Personnes concernées)
<b>GTPE</b>	Groupe de Travail sur la Protection de l'Enfant	<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>HCT</b>	Humanitarian Country Team	<b>REG</b>	Restes Explosifs de Guerre
<b>HEA</b>	Household Economy Analysis (Etude économique des ménages)	<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
<b>HNO</b>	Humanitarian Needs Overview	<b>SE-CNSA</b>	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
<b>HRP</b>	Humanitarian Response Plan	<b>SMART</b>	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
<b>IEC</b>	Information, Education et Communication	<b>SONAGESS</b>	Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire
<b>IED</b>	Improvised Explosive Device	<b>SPAI</b>	Sous Produits Agro-Industriels

<b>SP/CONA-SUR</b>	Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
<b>TIMM5</b>	Taux de Mortalité des Moins de 5 ans
<b>UN</b>	United Nations
<b>UNDAF</b>	United Nations Development Assistance Framework
<b>UNFPA</b>	United Nations Population Fund
<b>UNHCR</b>	United Nations High Commissioner for Refugees
<b>UNICEF</b>	United Nations Children's Fund
<b>USD</b>	United States Dollar
<b>VAR</b>	Vaccination Anti Rougeoleuse
<b>VGB</b>	Violences Basées sur le Genre
<b>WASH</b>	Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Hygiène et Assainissement)
<b>3W</b>	Who What Where

# Notes finales

---

- 1 Un coup d'État a été avorté en [septembre 2015](#)
- 2 Le G5 Sahel a créé en 2017 une force multinationale conjointe composée de troupes provenant de ses cinq Etats membres (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) ayant vocation à être déployée dans la zone dite des « trois frontières » entre le Burkina Faso, le Mali, et le Niger
- 3 Analyse SOS, [Oct 2018](#)
- 4 Etude d'analyse budgétaire globale sur les secteurs de la sécurité et de la défense, CIFOEB, [Septembre 2019](#)
- 5 Tableau de bords des statistiques du tourisme 2017, Observatoire National du Tourisme, [Août 2018](#)
- 6 R-CAP : Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du liptako-gourma, [Fev 2019](#)
- 7 Rapport de suivi-évaluation de l'état d'installation de la campagne agropastorale 2019/2020 et de la situation alimentaire et nutritionnelle courante des ménages, Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-Agricoles, [Juillet 2019](#)
- 8 Enquête multisectorielle continue 2014, INSD, [Novembre 2015](#)
- 9 Enquête multisectorielle continue 2014, INSD, [Novembre 2015](#)
- 10 MENIFID/INSD, Rapport EMC, [2015](#)
- 11 <http://unfccc.int/resource/docs/napa/bfa01f.pdf>
- 12 Rapport de lutte contre la chenille légionnaire d'automne au Burkina Faso campagne agricole 2018-2019, MAAH, [octobre 2018](#)
- 13 Le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS), Ansaroul Islam, le Front de libération du Macina et autour d'eux gravitent des petits groupes plus ou moins structurés (Criminels, trafiquants d'or, de drogue, cigarette, d'ivoire, braconniers, etc.) Nous pouvons donc affirmer que ce n'est pas un front uni même si parfois il y a alliance entre ces deux grands groupes
- 14 Mission permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies, « Déclaration de S.E.M. Alpha Barry, Ministre des Affaires Etrangères, la Coopération et des Burkinabè de l'extérieur du Burkina Faso au Briefing du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la paix et la sécurité en Afrique », New York, 30 octobre 2017, [https://www.un.int/burkinafaso/statements\\_speeches/d%C3%A9claration-de-sem-alpha-barry-ministre-des-affairesetrang%C3%A8res-de-la-0](https://www.un.int/burkinafaso/statements_speeches/d%C3%A9claration-de-sem-alpha-barry-ministre-des-affairesetrang%C3%A8res-de-la-0) ([consulté le 23 avril 2018](#))
- 15 R-CAP : Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma, [Fév 2019](#)
- 16 Tableau de bord de la gouvernance, INSD, [Edition 2018](#)
- 17 Plan de réponse humanitaire révisé, [Juillet 2019](#)
- 18 Rapport d'analyse de l'Observatoire Nationale des conflits communautaires, [2017](#)
- 19 Plan de réponse humanitaire 2019, [révision de juillet 2019](#)
- 20 <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso/infographic/burkina-faso-situation-des-personnes-d%C3%A9plac%C3%A9es-internes-%C3%A0-la-6>
- 21 En pratique, cela peut être dans une cour attenante à la maison de la famille d'accueil, dans une église ou une mosquée, dans des maisons vides dont le chantier est à l'arrêt...

- 22 [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/10/BFA\\_Education\\_Occupation-%C3%A9coles\\_30082019-001.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/10/BFA_Education_Occupation-%C3%A9coles_30082019-001.pdf)
- 23 *Situation de harcèlement dans les formations sanitaires liée au contexte sécuritaire, Ministère de la santé, 27 septembre 2019*
- 24 *R-CAP : analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma, Fev 2019*
- 25 *Mission d'évaluation conjointe sur l'assistance d'urgence pour les personnes déplacées internes suite aux événements de Yirgou, JANVIER 2019*
- 26 *Mission d'évaluation conjointe sur l'assistance d'urgence pour les personnes déplacées internes suite aux événements de Yirgou, JANVIER 2019*
- 27 *Mission d'évaluation conjointe sur l'assistance d'urgence pour les personnes déplacées internes suite aux événements de Yirgou, JANVIER 2019*
- 28 *Dans la nuit du 31 décembre 2018 au 1er janvier 2019, une première attaque est menée dans le village de Yirgou, dans la commune de Barsalogo, dans le département Barsalogo. Des individus armés non identifiés, arrivent à bord de motocyclettes en tirant des coups de feu en l'air, puis ils abattent six personnes, dont le chef du village et son fils. Ces tueries sont alors rapidement suivies de représailles de la part de membres du groupe d'autodéfense des Koglweogo appartenant à la communauté des Mossis, l'ethnie majoritaire au Burkina Faso. Ces derniers s'en prennent aussitôt aux éleveurs peuls, accusés de complicité avec les individus armés non identifiés. Des campements sont attaqués et plusieurs personnes seront tuées. Les violences se sont jusqu'au 2 janvier 2019*
- 29 *Données du profilage des PDI d'avril 2019*
- 30 <https://lefaso.net/spip.php?article87844>
- 31 <https://www.wakatsera.com/burkina-32-assaillants-tues-et-des-femmes-liberees-dans-le-nord/>
- 32 *L'étude nationale sur les violences faites aux enfants réalisés en 2018 au Burkina Faso*
- 33 <https://www.wakatsera.com/togo-plus-dune-vingtaine-de-presumes-terroristes-arretes-et-remis-au-burkina/>
- 34 *Les principes de Paris*
- 35 *Findings on the worstforms of childlabor 2017 ", Bureau of International Labor Affairs, Département de la justice des États-Unis, 2017, disponible sur : <https://www.justice.gov/file/1105136/download>*
- 36 *Findings on the worstforms of childlabor 2017 ", Bureau of International Labor Affairs, Département de la justice des États-Unis, 2017, disponible sur : <https://www.justice.gov/file/1105136/download>*
- 37 *Findings on the worstforms of childlabor 2017 ", Bureau of International Labor Affairs, Département de la justice des États-Unis, 2017, disponible sur : <https://www.justice.gov/file/1105136/download>*
- 38 *Résultats INO 2018 - DGEP*
- 39 *Multisectorial Need Assessment (MSA) par les équipes de Rapid Response Mechanism (RRM)*
- 40 *Données UNHCR – Octobre 2019*
- 41 *Evaluation du Ministère de l'éducation nationale et du CONASUR – Octobre 2019*
- 42 *Standards UNHCR spécifiques au contexte de refugies en camps*

